



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

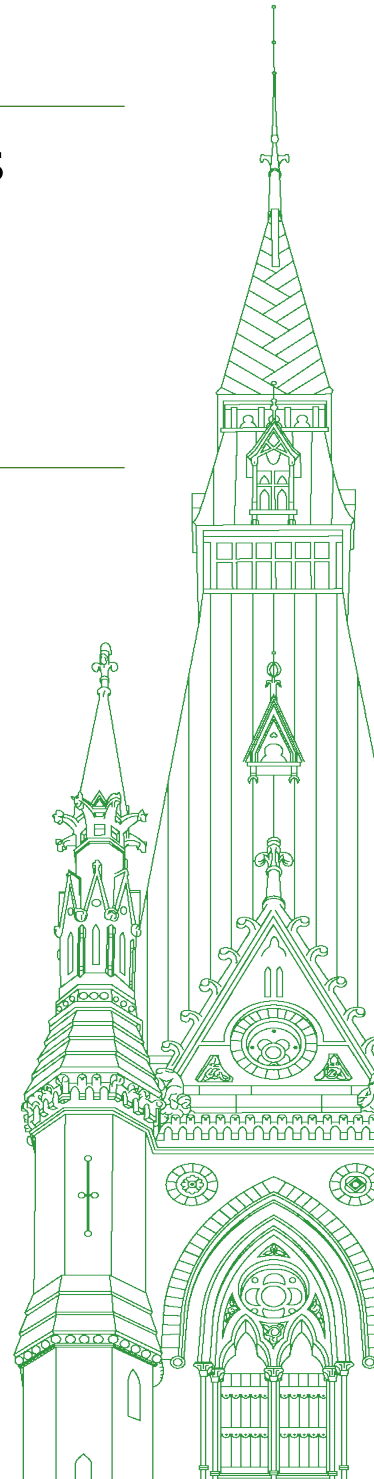
Comité permanent des ressources naturelles

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 036

Le mardi 5 mai 2026

Président : Terry Duguid



Comité permanent des ressources naturelles

Le mardi 5 mai 2026

• (1100)

[Traduction]

Le président (L'hon. Terry Duguid (Winnipeg-Sud, Lib.)): La séance est ouverte.

Je tiens d'abord à souligner que nous nous réunissons sur le territoire non cédé de la nation algonquine anishinabe.

Il s'agit de la 36^e réunion du Comité permanent des ressources naturelles de la Chambre des communes.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride.

J'aimerais faire quelques rappels aux participants. Avant de prendre la parole, veuillez attendre que je vous nomme. Pour ceux qui participent par vidéoconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour activer votre micro et veuillez le mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas. Pour ceux qui sont sur Zoom, au bas de votre écran, vous pouvez sélectionner le canal voulu pour l'interprétation: parquet, anglais ou français. Les personnes qui sont dans la salle peuvent utiliser l'oreillette et sélectionner le canal désiré.

Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée le jeudi 18 septembre 2025, le Comité reprend son étude sur les exportations d'énergies canadiennes.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à notre témoin de la première partie de notre réunion.

Nous accueillons Mme Lana Payne, présidente nationale d'Unifor.

Chers collègues, comme vous le savez, tous nos témoins doivent...

Claude Guay (LaSalle—Émard—Verdun, Lib.): Il faut autoriser Mme McKelvie à participer à la réunion. Elle essaie de se connecter par Zoom.

Le président: Nous essayons de donner l'accès à l'une de nos collègues.

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC): Vous êtes déjà assez nombreux.

Corey Tochor (Saskatoon—University, PCC): Vous essayez toujours de noyauter le Comité.

Le président: Nous allons faire une courte pause, chers collègues.

• (1100)

(Pause)

• (1100)

Le président: Chers collègues, nous avons une conversation intéressante au sujet des antilopes.

C'est un animal des prairies, monsieur Tochor. Il y en a beaucoup en Saskatchewan.

Madame Payne, bienvenue. Vous avez le Comité à votre entière disposition pendant une heure. Je sais que des questions intéressantes vous seront posées. Nous avons vraiment hâte de vous entendre.

Vous disposez de cinq minutes.

• (1105)

Lana Payne (présidente nationale, Unifor): Merci beaucoup, monsieur le président.

Bonjour à tous.

Unifor est fier d'être le syndicat de l'énergie au Canada. Il représente 15 000 travailleurs de différents secteurs: extraction du pétrole et du gaz, distribution du gaz naturel, chauffage, ventilation et climatisation, services publics d'électricité, raffineries de pétrole, production chimique et énergie nucléaire. Nous avons des membres de Terre-Neuve-et-Labrador jusqu'en Colombie-Britannique. Ils travaillent dans la production. Ils assurent l'entretien d'une grande partie des plus de 750 000...

Le président: Madame Payne, nous vous demanderions de faire une pause, car nous avons un problème de son. Essayez de placer le microphone au milieu de votre bouche.

Lana Payne: Le problème est-il de mon côté? Je vous entends tous très bien.

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): L'interprétation fonctionne très bien. C'est le son dans la salle qui ne fonctionne pas.

[Traduction]

Lana Payne: M'entendez-vous maintenant?

Le président: Oui. Allez-y, s'il vous plaît.

Lana Payne: C'est parfait. Je savais que cela finirait par fonctionner, alors je vais continuer.

Nos membres travaillent dans la production. Ils assurent l'entretien d'une grande partie des plus de 750 000 kilomètres de pipelines au Canada. Ils assurent le fonctionnement des raffineries de pétrole et de gaz, des installations de biocarburants, du transport intermédiaire, de la distribution en aval, des infrastructures à usage industriel et commercial ainsi que des infrastructures de chauffage et de climatisation. Ils construisent et remettent à neuf des réacteurs nucléaires pour Candu Energy. Vous pouvez donc en déduire que nous négocions également des conventions collectives avec certaines des entreprises les plus importantes et les plus rentables de la planète.

Nos membres sont des opérateurs-ingénieurs, des travailleurs spécialisés, des techniciens, des conducteurs de poids lourds, des opérateurs de salles de commande, des opérateurs de navires-citernes, des ingénieurs et des scientifiques nucléaires, ainsi que des cheminots. Notre syndicat représente les travailleurs qui empêchent des explosions et des fuites de se produire dans les infrastructures énergétiques et qui assurent le transport sûr et efficace de pétrole, de gaz et de produits énergétiques partout au pays et dans le monde et nous soutenons la diversité des méthodes sûres de transport des produits, ce qui comprend, entre autres, des pipelines légaux, viables sur le plan commercial, bien réglementés et bien entretenus.

Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé au Canada et il appuie l'idée de réduire autant que possible le monopole et la dépendance du pays à l'égard des États-Unis pour les exportations. Si cela signifie qu'il nous faut accroître notre capacité de diversifier nos exportations et de garantir un prix équitable pour nos ressources naturelles, cela signifie aussi que nous devons maintenir et accroître notre capacité industrielle ici, chez nous.

Notre secteur pétrolier et gazier national est souvent qualifié de machine à faire de l'argent pour les actionnaires. Des bénéfices records étaient attendus dans le secteur avant que Trump ne déclenche sa guerre contre l'Iran. Si ces entreprises engrangent autant de bénéfices, c'est parce que celles qui opèrent dans la production et l'exportation redoublent d'efforts pour faire preuve de rigueur en matière d'investissement. Cela signifie qu'elles dépensent le moins possible pour les travailleurs et la maintenance afin de maximiser les profits. De ce fait, elles ont considérablement réduit leurs investissements dans de nouvelles capacités et elles exploitent simplement leurs capacités existantes au maximum.

Évidemment, les redevances, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu génèrent des recettes pour le gouvernement. Récemment, les taxes sur le carburant ont été réduites pour les consommateurs. Les travailleurs du secteur de l'énergie, leurs salaires et leurs emplois constituent toutefois l'un des seuls autres moyens de conserver une partie de ces recettes dans notre pays. J'entends souvent, tous horizons confondus, que nous soutenons les travailleurs du secteur de l'énergie, mais cela doit aussi se traduire sur les lieux de travail. Nous ne constatons pas ou n'avons pas constaté que le nombre de travailleurs du secteur de l'énergie se maintient, malgré l'augmentation continue des volumes de production et des bénéfices. Nous faisons de l'externalisation, nous sous-traitons à des travailleurs non syndiqués et nous assistons à une forte automatisation pendant que les infrastructures sont poussées à leurs limites.

L'objectif de votre comité est d'examiner comment on peut faire en sorte que le Canada devienne une superpuissance énergétique. Je tiens à préciser que, sans capacité nationale de raffinage et de production de produits chimiques et de plastiques, le Canada ne fait que subventionner la superpuissance énergétique du Sud ou sou-

nir des économies dans le monde avant même de protéger sa propre économie.

Unifor est de plus en plus préoccupé par la capacité nationale de production de produits chimiques. Les conditions économiques actuelles, la guerre commerciale avec les États-Unis et l'évolution du cadre réglementaire n'ont pas favorisé la poursuite des investissements dans nos secteurs d'aval et des produits chimiques et c'est un problème. Au contraire, nous perdons des capacités importantes, notamment avec les fermetures d>Ineos à Sarnia et de Bior à Hamilton, auxquelles s'ajoutent les retards d'investissement de Shell et de Dow Chemical.

Au lieu d'une résilience énergétique, nous assistons à la poursuite de la délocalisation des capacités de production et à l'augmentation de notre dépendance aux produits énergétiques importés. Parallèlement, des infrastructures énergétiques des secteurs d'aval, notamment des pipelines, sont laissées à l'abandon et se détériorent. Ces deux phénomènes compromettent la sécurité énergétique du Canada et son statut de superpuissance énergétique.

Dans ce contexte, notre syndicat a lancé une campagne intitulée « Luttons contre les fuites de gaz » pour dénoncer les stratégies d'exploitation jusqu'à la défaillance, tout en soulignant qu'il faut investir pour réduire les fuites de méthane et d'autres substances chimiques dans les infrastructures intermédiaires et de distribution. Pour ce faire, il faut recruter des travailleurs du secteur de l'énergie et investir dans cette main-d'œuvre, qui est essentielle au maintien des infrastructures énergétiques.

Je terminerai en ajoutant que, compte tenu du regain d'intérêt pour les stratégies industrielles que nous observons dans notre pays, ce qui nous réjouit vivement, y compris dans le domaine de la défense, nous devons tenir compte des besoins énergétiques liés à ces stratégies pour qu'elles puissent aboutir. Il faut donc comprendre que pour bâtir une économie canadienne plus forte et plus résiliente, on doit d'abord produire davantage d'énergie et, surtout, investir dans les infrastructures énergétiques ainsi que dans les travailleurs qui les entretiennent et en assurent la sécurité.

● (1110)

Merci beaucoup.

Le président: Merci, madame Payne.

Nous allons maintenant passer à notre première série de questions et de commentaires.

Monsieur Malette, vous disposez de six minutes.

Gaétan Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, madame Payne, de prendre le temps de rencontrer le Comité.

Qu'il s'agisse de l'énergie, de la foresterie ou des mines, Unifor représente, comme vous l'avez dit, 15 000 travailleurs de ces secteurs importants. Vous savez que la semaine dernière, deux scieries du Nord de l'Ontario ont fermé leurs portes, ce qui a touché des centaines de travailleurs. Comment le gouvernement peut-il intervenir pour protéger des emplois bien rémunérés dans le secteur des ressources naturelles?

Lana Payne: Merci de la question.

Je dois préciser qu'Unifor représente en fait environ 120 000 travailleurs dans des secteurs de l'économie qui dépendent des échanges commerciaux. Il s'agit notamment de l'énergie, de la foresterie, de la fabrication et des autres secteurs que vous avez mentionnés. Parmi eux, 15 000 travaillent dans le secteur de l'énergie au Canada.

Nous pouvons faire un certain nombre de choses. Nous devons nous demander comment élaborer des stratégies industrielles visant à soutenir la production et l'emploi au Canada. Nous avons déjà constaté quelques avancées à cet égard. En ce qui concerne le secteur forestier, je viens de participer à un groupe de travail avec plusieurs représentants d'entreprises. Nous avons rédigé notre document final sur la manière dont nous devons d'abord stabiliser l'industrie et nous le soumettrons au gouvernement très bientôt. Qu'il s'agisse des droits sur le bois résineux que nous voyons dans l'industrie ou des droits de douane sur le bois d'œuvre, ce sont des mesures qui perturbent considérablement le fonctionnement de l'industrie. Nous devons soutenir, autant que possible, la chaîne d'approvisionnement du secteur forestier, des scieries aux usines de papier et de pâte à papier.

Comme vous l'avez souligné, nous avons subi une perte de production bien trop importante au cours des six derniers mois au pays. Nous devons trouver les moyens de stabiliser la situation. Pour ce faire, il faut soutenir les infrastructures lorsque nous le pouvons, puis trouver des moyens d'élargir notre marché intérieur pour les produits forestiers et le bois d'œuvre. Nous devons donc réfléchir à la manière dont nous pouvons répondre à deux crises qui touchent notre pays — la crise forestière et la crise du logement abordable. Si nous pouvons trouver un moyen d'améliorer les choses à cet égard, de construire des usines et des logements le plus rapidement possible pour les Canadiens à des prix abordables, nous pourrions alléger quelque peu la pression liée à ce que nous perdons actuellement en raison de notre incapacité à exporter autant que nous le souhaiterions vers les États-Unis, à cause des coûts accablants des droits et des droits de douane.

Gaétan Malette: Merci. Et je vous remercie également d'avoir précisé qu'il y a plus de 120 000 travailleurs dans les secteurs que vous représentez.

Lorsqu'un emploi bien rémunéré est créé, puis perdu, dans des endroits comme Timmins, d'où je viens, Kirkland Lake, Hearst ou Cochrane, qu'est-ce que cela signifie pour les collectivités environnantes? À votre avis, dans quelle mesure ces emplois sont-ils importants pour stimuler l'économie locale?

• (1115)

Lana Payne: Ils sont extrêmement importants. Comme vous le savez sans doute, notre scierie d'Ear Falls a récemment vu son activité réduite et a été mise à l'arrêt. La réalité c'est qu'il s'agit là du moteur économique, en particulier dans les petites collectivités au Canada. Lorsqu'un emploi syndiqué bien rémunéré disparaît, il y a des répercussions sur l'ensemble de la collectivité. Nous voyons des collectivités s'effondrer à cause de la disparition de leur moteur économique. C'est très inquiétant. Les travailleurs risquent d'être déplacés et de devoir aller travailler dans d'autres secteurs, souvent loin de chez eux. Les collectivités finissent par ne plus disposer du soutien nécessaire pour leurs infrastructures ou leurs services. C'est un très gros problème.

Nous avons déjà vu une telle situation auparavant, en particulier dans l'industrie forestière dans de petites collectivités partout au Canada. C'est pourquoi il est si important que nous disposions d'un

plan industriel national pour appuyer le secteur forestier partout au pays et que le secteur ait accès à une énergie abordable afin de pouvoir exploiter ces installations partout au Canada.

Gaétan Malette: Merci.

Dans le secteur de l'énergie, dans celui du pétrole, des travailleurs expérimentés partent à la retraite. Les jeunes travailleurs comblent-ils le déficit de main-d'œuvre? Leur nombre est-il suffisant pour répondre à la demande en main-d'œuvre liée à tous les projets énergétiques que nous espérons voir se concrétiser?

Lana Payne: Dans les installations actuelles, on observe deux choses. Les entreprises misent sur l'automatisation, l'intelligence artificielle et les technologies de pointe, qui remplacent souvent des travailleurs. Nous ne sommes pas opposés à la technologie. Je ne veux pas vous donner cette impression. Cependant, pour préserver des emplois de qualité dans le secteur de l'énergie au pays, nous devons également veiller à l'entretien de nos infrastructures, notamment des infrastructures énergétiques. C'est un élément essentiel et nous constatons une détérioration à cet égard.

Nous aimerions que des règlements qui garantissent et qui favorisent l'amélioration de l'entretien des infrastructures soient mis en place. Cela nous aiderait également à préserver de très bons emplois dans le secteur de l'énergie partout au pays. C'est pourquoi nous parlons de notre campagne « Luttons contre les fuites », qui porte certes sur l'entretien des infrastructures, mais aussi sur la protection de l'environnement et la réduction des émissions.

Le président: Merci.

Merci, monsieur Malette.

Monsieur Danko, vous disposez de six minutes.

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Merci, monsieur le président.

Madame Payne, je vous remercie de votre présence parmi nous ce matin. Il va sans dire que le mouvement syndical occupe une place de choix à Hamilton, où il jouit d'une fière tradition. Notre gouvernement a clairement affiché ses objectifs: protéger les emplois canadiens et l'économie canadienne. Notre ambition ne se limite pas à la protection, mais vise également la croissance et la création des occasions que méritent les travailleurs et leurs familles pour l'avenir.

Vous avez mentionné qu'Unifor représente 15 000 travailleurs dans le secteur de l'extraction pétrolière et gazière. Actuellement, nous atteignons des niveaux de production record dans le secteur de l'énergie pétrolière et gazière, ainsi que des exportations record de GNL. Il s'agit de travailleurs hautement qualifiés et spécialisés.

Pouvez-vous me donner un aperçu de la situation actuelle de la main-d'œuvre? Y a-t-il des emplois disponibles en ce moment? Ces postes sont-ils pourvus? S'agit-il d'un milieu de travail concurrentiel? Où ces travailleurs sont-ils formés et intégrés à la main-d'œuvre?

Lana Payne: Il s'agit d'emplois hautement qualifiés. J'ai mentionné certains des métiers que nos membres exercent. Il ne s'agit pas seulement de l'extraction de pétrole et de gaz, mais aussi de l'entretien des pipelines de distribution, de tout ce travail. Nous représentons fièrement les ingénieurs et les scientifiques nucléaires de Candu. Ainsi, dans l'ensemble du secteur de l'énergie, nous comptons de nombreux membres dont l'expérience variée reflète la diversité des lieux de travail et des emplois.

Nous devons continuer à former des gens pour le secteur de l'énergie. Nous assistons à une expansion considérable en Ontario seulement, par exemple dans le domaine du nucléaire. C'est très positif de voir que cela vient s'ajouter à la résilience énergétique du Canada. Les gens doivent posséder toutes sortes de compétences et nous devons donc nous assurer que nos établissements d'enseignement sont correctement et suffisamment financés pour soutenir la formation dans le secteur de l'énergie.

Je reviens également sur cet autre aspect. Il s'agit de veiller à ce que nous conservions nos installations et notre production afin de pouvoir poursuivre notre expansion.

Du côté de l'industrie chimique, je ne vois pas le genre de résilience que nous souhaitons. Nous avons perdu un certain nombre de lieux de travail qui fournissaient des produits importants, des choses que nous utilisons au quotidien et dont nous avons besoin. Si nous voulons bâtir une nation plus souveraine, nous devons examiner tous ces aspects de la production dans notre pays. Les membres de notre syndicat comprennent parfaitement à quel point il est important que nous soyons autosuffisants dans ces domaines.

Nous devons examiner notre chaîne d'approvisionnement dans l'ensemble du secteur énergétique et veiller à ce que nous construisions un secteur énergétique plus résilient au pays pour les Canadiens, afin d'être présents partout où nous le pouvons et de dépendre moins du reste du monde. Je pense que nous nous entendons tous pour dire que le monde est un endroit très difficile en ce moment.

• (1120)

John-Paul Danko: Merci.

Combien de temps me reste-t-il, monsieur le président?

Le président: Il vous reste 2 minutes et 30 secondes.

John-Paul Danko: Parfait.

Je vais rebondir là-dessus, puisque vous avez évoqué la formation et l'apprentissage. Bien sûr, notre gouvernement vient de lancer un investissement de 6 milliards de dollars pour former la prochaine génération de travailleurs dans les métiers spécialisés. Nous étions au Collège Mohawk à Hamilton vendredi dernier pour visiter les centres de formation. Les métiers spécialisés bénéficient d'un large soutien à cet égard.

En quoi cela profiterait-il à vos membres? Que pensez-vous de ce programme et de l'investissement du gouvernement dans la prochaine génération de travailleurs des métiers spécialisés?

Lana Payne: Ce que nous avons vu dans l'énoncé économique de la semaine dernière concernant cet investissement dans les métiers spécialisés et le perfectionnement des compétences est très important, car ce qui se passe souvent... Nous l'avons constaté et nous y avons largement contribué lorsque nous collaborons avec les établissements d'enseignement public sur les types de métiers spécialisés dont nous avons besoin.

Par exemple, pour vous donner une idée, plusieurs de nos membres du secteur des pièces automobiles ont été reformés pour travailler à l'usine de batteries NextStar. Nous avons travaillé avec les établissements d'enseignement public pour nous assurer qu'ils acquièrent les compétences nécessaires pour passer d'un secteur de l'industrie à un autre.

Quand on parle de métiers spécialisés, oui, il s'agit d'apprentissage et, oui, il s'agit de s'assurer que les employeurs investissent

dans ces apprentissages, mais même si le gouvernement investit dans la formation, nous avons également besoin que les employeurs soient ouverts et intègrent l'apprentissage dans leur processus continu de formation des travailleurs. Souvent, on constate que cet aspect fait défaut.

Tout ce que nous pouvons faire — que ce soit les syndicats ou le gouvernement — pour collaborer avec les employeurs afin d'encourager l'apprentissage à tous les niveaux du système est extrêmement important pour garantir que nous avons une population canadienne formée et qualifiée.

Le président: Il vous reste 30 secondes.

John-Paul Danko: Ma dernière question porte sur les politiques d'achat au Canada. Que devons-nous faire, en tant que gouvernement fédéral, pour renforcer et améliorer ces politiques afin de garantir que nos investissements dans les infrastructures profitent aux travailleurs canadiens, aux fournisseurs canadiens, aux matériaux canadiens et à l'économie canadienne?

Le président: Veuillez répondre brièvement, madame Payne.

Lana Payne: Je suis une fervente partisane de la politique d'achat au Canada. Appliquons ce principe partout où c'est possible.

Nous pouvons construire les nouveaux trains Via actuellement à l'étude. Nous serions ravis de le faire dans notre usine de Thunder Bay. Nous pouvons nous pencher sur les voitures que nous fabriquons au Canada. Les gouvernements peuvent acheter les véhicules que nous construisons ici et veiller à ce qu'ils fassent partie des parcs automobiles gouvernementaux et municipaux. Nous construisons des autobus de transport en commun partout au pays, de Winnipeg à Québec.

Assurons-nous d'acheter des produits canadiens, en utilisant de l'acier et de l'aluminium canadiens pour tout cela.

Le président: Merci d'avoir mentionné Winnipeg. Merci, madame Payne.

[Français]

Monsieur Simard, vous avez la parole pour six minutes.

Mario Simard: Merci, monsieur le président.

J'aimerais juste prendre trois secondes pour m'assurer que notre charmante invitée entend bien l'interprétation.

Madame Payne, entendez-vous bien l'interprétation?

• (1125)

Lana Payne: Oui. Merci.

Mario Simard: Merci, madame Payne.

Votre déclaration liminaire était fort intéressante, tout comme l'était la discussion que vous avez eue avec mes collègues. Je retiens une chose: vous avez dit que le secteur énergétique est une machine à imprimer de l'argent. Je suis entièrement d'accord avec vous. Maintenant, il reste à savoir ce que ces entreprises font de cet argent.

J'aimerais vous ramener à une adéquation que vous avez faite et que nous n'explorons pas suffisamment, à mon avis. Où se trouve présentement le ratio entre travailleurs et production pétrolière? Si vous avez des données là-dessus, si Unifor a des données là-dessus, je souhaiterais fortement en prendre connaissance.

Je vais finir ma pensée et vous laisser ensuite commenter. Ce que je comprends des interventions des grandes pétrolières, et ce qu'on voit actuellement, c'est qu'elles ne souhaitent pas assumer le risque des investissements en infrastructures. Assurément, ça leur dégage une marche de manœuvre pour se diriger vers l'automatisation, mais leur responsabilité, si je comprends bien votre intervention, est d'investir dans leurs infrastructures. Pourtant, l'argent, elles l'ont. Si je regarde les profits de 2021 à 2024, c'est 131 milliards de dollars que les entreprises pétrolières ont faits. De plus, compte tenu de la géopolitique actuelle, je sais très bien, comme tout le monde, qu'elles sont en train de faire des profits records avec un prix du baril de pétrole très élevé.

J'aimerais que vous nous fassiez part de vos commentaires. Les entreprises pétrolières n'ont-elles pas justement la latitude pour investir davantage dans leurs infrastructures? Selon vous, est-ce le rôle du gouvernement d'investir dans ces infrastructures?

[Traduction]

Lana Payne : Merci beaucoup pour ces deux questions. Je vais certainement vous fournir davantage de données sur le rapport entre le nombre de travailleurs dans la production pétrolière et les bénéficiaires, car je pense que notre équipe de recherche serait ravie de vous préparer ces informations.

Je dirais qu'il faudrait absolument les obliger à investir dans les infrastructures et à les entretenir. La réalité, c'est que ces ressources sont des ressources publiques. Nous permettons aux entreprises de les explorer, de les exploiter et d'en tirer des bénéfices. En contrepartie, nous devons obtenir certaines choses en retour, à savoir des emplois syndiqués bien rémunérés et sûrs, ainsi que des infrastructures sûres, car il est naturellement très important d'assurer la sécurité des communautés dans tout le pays.

Pour ce faire, il faut notamment veiller à entretenir les infrastructures et à ne pas les laisser se détériorer, car cela a également une incidence sur notre environnement. Une grande partie de ces problèmes peut être résolue grâce à une réglementation adéquate et en veillant à ce que ces très grandes entreprises rendent des comptes, et nous pouvons faire davantage à cet égard.

Nous avons présenté un certain nombre de propositions sur la manière dont nous pouvons améliorer la réglementation et la supervision afin que, une fois les installations construites, nous fassions tout notre possible pour les maintenir en sécurité et pour employer des travailleurs du secteur de l'énergie. La réalité est qu'avec toute l'automatisation que nous observons, nous évinçons des travailleurs de ce secteur. Ce que nous devons faire, si cela est vrai et que la technologie en est la cause, c'est d'obtenir en contrepartie un retour sur l'investissement. Je dirais que, après ce retour sur l'investissement, vient la question de ce que nous faisons de nos régimes de redevances dans ce pays. Comment nous assurons-nous que les Canadiens et les gouvernements canadiens reçoivent une part équitable de ces bénéfices afin de pouvoir les réinvestir dans d'autres secteurs de la société?

C'est pourquoi vous entendez probablement de nombreux commentateurs parler actuellement du prix très élevé du pétrole. Il risque d'augmenter encore davantage en raison de ce qui se passe au Moyen-Orient et de la guerre entre les États-Unis et l'Iran; nous devons donc nous y préparer. Si le prix du pétrole et du gaz grimpe encore plus en flèche, comment allons-nous en capter une partie pour nous assurer que les produits restent abordables pour les Canadiens? Je peux vous dire que, d'après bon nombre des personnes

que nous représentons, les prix sont déjà très inabordables actuellement, et je pense que la situation ne fera qu'empirer.

[Français]

Mario Simard: Merci.

Vous avez indiqué un peu plus tôt qu'Unifor avait fait des propositions sur la façon de rendre ces entreprises plus responsables. Je vous encourage à déposer également ces propositions au Comité. Elles pourront être ajoutées ultérieurement au rapport.

Je ne sais pas si vous avez des informations là-dessus, mais je vous signalerais simplement que, quand on regarde la structure de propriété des plus grands acteurs du secteur gazier-pétrolier, on se rend rapidement compte que, à 60 %, ces grandes entreprises appartiennent à des intérêts américains. On se rend aussi compte que, en matière de dividendes au cours des dernières années, ces entreprises ont envoyé tout près de 80 milliards de dollars à leurs actionnaires sans investir nécessairement dans les infrastructures. C'est donc aux alentours de 12 milliards de dollars par année qui nous échappent collectivement.

La grande question que je me pose est la suivante: collectivement, sommes-nous encore gagnants dans la filière gazière-pétrolière? N'y a-t-il pas quelque chose qui nous échappe lorsque des entreprises font des profits records et que les citoyens n'en ont peut-être pas pour leur argent dans ce type d'investissement?

J'aimerais entendre vos commentaires là-dessus.

• (1130)

[Traduction]

Le président: Vous avez le temps de répondre rapidement, madame Payne.

Lana Payne: Je pense que nous pourrions faire davantage pour récupérer une partie des profits colossaux qui sont là. De plus, si cela implique de les récupérer pour les réinvestir dans des domaines que les compagnies pétrolières ne développent pas, comme les énergies renouvelables et ce genre de choses, c'est sans aucun doute un objectif que, selon moi, un cadre législatif pourrait nous permettre d'atteindre.

Le président: Merci.

Chers collègues, nous passons à notre deuxième tour.

Nous allons commencer par M. Martel.

[Français]

Monsieur Martel, vous avez la parole pour cinq minutes.

Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Merci, monsieur le président.

Madame Payne, je vous remercie d'être avec nous aujourd'hui.

J'ai écouté votre déclaration d'ouverture. Vous avez parlé de la façon dont on peut aider le Canada à devenir une superpuissance énergétique. Comment se fait-il qu'avec les ressources naturelles que nous avons, nous ne soyons pas présentement une superpuissance?

Nous n'avons pas d'usine de raffinage chez nous. Nous ne pouvons pas exporter de gaz naturel liquéfié du côté de l'Europe. J'aimerais entendre votre point de vue là-dessus. Il me semble que toutes ces choses devraient déjà avoir été faites.

On dit aujourd'hui qu'on veut devenir une superpuissance. Que pensez-vous du fait que nous n'en soyons pas une, malgré tout ce que nous possédons?

[Traduction]

Lana Payne: Oh là, c'est une très grande question.

Évidemment, nous aurions pu faire beaucoup de choses différemment, mais nous sommes désormais dans une situation où nous devons agir autrement. Il est extrêmement important d'élaborer une stratégie pour notre secteur énergétique à l'échelle du pays. Cela signifie construire des infrastructures essentielles par tous les moyens possibles. Je sais que vous entendrez le témoignage de Candu Énergie lors de votre prochaine séance; c'est extrêmement important. Nous avons besoin dès maintenant d'une diversité énergétique provenant de toutes les sources.

Je dirais que nous en sommes encore à un stade où nous importons beaucoup d'énergie au Canada. Nous exportons du pétrole et du gaz vers les États-Unis, et nous les récupérons par des pipelines en provenance des États-Unis. Nous avons tous ces pipelines qui circulent du nord au sud, au lieu de nous demander comment rendre le Canada lui-même plus résilient.

Comment faire en sorte de ne pas avoir à importer autant que nous le faisons actuellement, notamment dans l'Est du Canada? Comment résoudre ces problèmes? Cela nécessite, selon moi, une évaluation de la manière dont nous pouvons renforcer notre sécurité au Canada. Oui, cela passe en partie par l'exportation vers d'autres destinations que les États-Unis, mais cela implique également de consolider nos activités dans notre propre pays et de veiller à maintenir, protéger et développer notre propre capacité industrielle.

[Français]

Richard Martel: C'est intéressant.

Soutiendriez-vous la construction d'un gazoduc ou d'un pipeline d'ouest en est pour réduire notre dépendance au marché américain et créer des emplois à 100 % canadiens?

[Traduction]

Lana Payne: Les pipelines font partie de la solution. Il faut beaucoup de temps pour construire un pipeline. Nous avons également besoin d'une stratégie provisoire. L'une des propositions que nous avons présentées depuis l'année dernière, en particulier lorsque la guerre commerciale a commencé avec les États-Unis, consiste à examiner comment nous pouvons accroître notre capacité de transporter le pétrole de l'Ouest vers l'Est par chemin de fer. Nous en mettons beaucoup sur les chemins de fer en ce moment. Nous transportons du pétrole brut de l'Ouest canadien à Sarnia, par exemple, si nous le faisons par chemin de fer. Cependant, nous pourrions augmenter cette capacité, et je pense que cela nous aiderait beaucoup.

Il y a un certain nombre d'idées qui peuvent nous permettre d'améliorer les choses. Certaines d'entre elles seront des solutions provisoires, et d'autres, comme les pipelines, seront des solutions à plus long terme. Certaines d'entre elles porteront également sur le fait que nous devons investir dans plus d'électricité et dans le nucléaire. Franchement, nous devons investir dans l'énergie solaire et éolienne; nous devons tout faire. Si nous voulons être une superpuissance énergétique, nous ne pouvons pas être une superpuissance énergétique dans un seul aspect du secteur de l'énergie. Nous devons le faire partout.

• (1135)

[Français]

Richard Martel: Vous parlez de stratégie et vous dites qu'il faut construire. Pensez-vous que ce soit possible de le faire sans toucher à la réglementation? Lorsqu'on parle de projet, on dirait qu'on ne voit jamais la lumière au bout du tunnel.

[Traduction]

Lana Payne: Oui, nous devons construire. Cela ne fait aucun doute. Je veux dire, je le vois. Parfois, la situation bureaucratique ne suit pas le moment politique. Il faut s'assurer que tout le Canada rame dans la même direction, ce qui peut être difficile.

Honnêtement, je ne pense pas que quiconque d'entre nous pensait que nous serions dans le genre de crise que nous vivons actuellement en ce qui concerne cette guerre commerciale avec notre plus proche allié. Cela nous a amenés à réfléchir différemment. Cela signifie que nous devons, bien sûr, nous assurer que notre propre économie — en particulier en ce qui concerne l'énergie, mais aussi l'ensemble de la base industrielle du Canada — est protégée et que nous renforçons notre propre capacité ici, au pays.

Le président: Merci à vous deux.

[Français]

Richard Martel: Merci, madame Payne.

[Traduction]

Le président: Monsieur Saini, vous avez cinq minutes.

Gurbux Saini (Fleetwood—Port Kells, Lib.): J'aimerais vous parler, madame Payne, du secteur forestier. Je sais qu'il y a des problèmes dans cette industrie, mais le gouvernement provincial y est aussi pour beaucoup. Le gouvernement fédéral peut offrir certaines subventions, mais en ce qui concerne les redevances prélevées sur la récolte du bois... Pourriez-vous nous en dire davantage à ce sujet?

Lana Payne: Oui. En ce qui concerne le secteur forestier, je dirais que vous avez tout à fait raison. La majeure partie de l'industrie forestière est réglementée à l'échelle provinciale. L'accès à la fibre est déterminé par la compétence provinciale.

Ce dont nous avons vraiment besoin — et je crois que vous verrez des recommandations en ce sens —, c'est que les gouvernements fédéral et provinciaux travaillent en plus étroite collaboration pour s'assurer que nous le faisons. Nous devons soutenir et stabiliser le secteur forestier dans tout le pays, et cela ne peut pas être fait uniquement par le gouvernement fédéral. Vous avez tout à fait raison. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent travailler main dans la main.

J'espère que nous pourrions y arriver parce que, honnêtement, nous avons besoin d'un secteur forestier durable non seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour les générations à venir. C'est un secteur manufacturier. C'est important pour l'économie industrielle de notre pays, et nous devons bien faire les choses. Pendant une décennie, les entreprises ont été essentiellement écrasées par ces droits sur le bois d'œuvre, ce qui a empêché bon nombre d'entre elles d'investir dans des scieries et des usines au Canada. Cela leur a rendu la tâche très difficile. Dans certains cas, elles perdent des investissements un peu partout. La réalité, c'est que nous devons en prendre acte.

Nous devons également en arriver à utiliser les marchés publics provinciaux et fédéraux au Canada pour utiliser davantage de produits du bois. Ce que nous avons vu, c'est presque une éviscération de certaines de ces installations de fabrication. Deux usines de fabrication de meubles au Québec viennent de fermer, essentiellement à cause de ce qui se passe aux États-Unis.

Comment pouvons-nous, en tant que gouvernements provinciaux et fédéral, unir nos efforts pour soutenir notre capacité industrielle au Canada? Je crains que si nous ne trouvons pas de solution, il sera trop tard. Une plus grande collaboration est absolument nécessaire.

Gurbux Saini: À l'heure actuelle, il y a 10 gouvernements provinciaux, 3 gouvernements territoriaux et 1 gouvernement fédéral. N'est-il pas pratique d'avoir un ministre des Forêts qui peut s'occuper de l'ensemble de la foresterie canadienne? C'est l'un des plus grands problèmes: les trois ordres de gouvernement ne travaillent pas main dans la main. Cela rend les choses très difficiles.

La deuxième chose que je voulais vous demander, c'est votre point de vue sur les tarifs que les États-Unis ont imposés. Cela dure depuis 25 ou 30 ans. Nous nous adressons aux tribunaux. Nous gagnons ces causes. Les États-Unis font du lobbying. Ils sont si forts. Nous récupérons une partie de l'argent, et ils s'y reprennent. Pouvez-vous nous donner votre point de vue à ce sujet?

● (1140)

Lana Payne: Oui. Je crois qu'il y a un certain nombre de choses que nous pouvons faire pour accroître la collaboration entre les provinces. Cela commence par une structure. Je dirais que ce ne sont pas seulement les gouvernements provinciaux et fédéral qui doivent en faire partie, mais aussi les employeurs et les syndicats. Nous pouvons créer une structure tripartite dans laquelle nous élaborons une stratégie industrielle pour le secteur forestier et que nous nous assurons de mettre en œuvre et d'évaluer. Il y a des points de contact à utiliser pour nous assurer que cela fonctionne. Nous pouvons forcer les gens à s'asseoir à la table et à demander: « Comment pouvons-nous nous assurer que non seulement nous préservons et stabilisons cette industrie, mais que nous la transformons? » Il y a beaucoup à faire.

Je comprends la nature très difficile des droits de douane sur le bois d'œuvre imposés par les États-Unis. Certaines entreprises canadiennes sont actuellement confrontées à des droits de près de 50 %, auxquels s'ajoutent des droits de douane. Il est presque impossible de fonctionner dans ce genre d'environnement.

La réalité, cependant, c'est que les États-Unis ont besoin de notre bois d'œuvre. Ils doivent pouvoir compter sur un approvisionnement du Canada et sur un approvisionnement stable et sûr au Canada. Cela signifie également que nous devons examiner nos propres politiques nationales pour nous assurer que nous utilisons le plus de produits du bois possible dans le cadre de l'approvisionnement aux niveaux municipal, provincial et fédéral, puis examiner comment nous pouvons accélérer la construction de logements au Canada afin de régler au moins une partie de ce problème à l'échelle nationale.

Le président: Merci à vous deux.

Chers collègues, nous savons qu'il existe un lien étroit entre le secteur forestier et le secteur de l'énergie. Nous étudions les exportations d'énergie. C'est un rappel pour les deux côtés de la table.

[Français]

Monsieur Simard, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

Mario Simard: C'est très bien de le rappeler, monsieur le président. Je vais donc parler de foresterie.

Madame Payne, vous êtes peut-être au courant du fait qu'une proposition a été faite au gouvernement fédéral relativement à la crise tarifaire. Cette proposition émanait d'une réflexion commune entre Daniel Cloutier, qui est de chez vous et que vous devez connaître, des gens du secteur forestier et des entreprises. Grosso modo, on demandait au gouvernement d'avaloir une partie des droits compensateurs, des droits antidumping et des droits de douane, mais surtout des droits compensateurs et antidumping, puisque cet argent existe à la frontière. Je pense qu'on a présentement dépassé les 13 milliards de dollars, et vous avez très bien fait remarquer qu'aucune entreprise ne peut vivre avec des marges amputées de 45 %. J'attends toujours la réponse du gouvernement.

Quand on regarde le rôle d'Exportation et développement Canada, ou EDC, dont les représentants étaient de passage ici il y a quelque temps, et quand on regarde les rapports d'EDC pour 2022 et 2023, on voit que 9,3 milliards de dollars ont été accordés en soutien financier de toute sorte au secteur pétrolier en 2022. En 2023, c'était sensiblement la même chose. Ça veut dire qu'il y a énormément de capacité fiscale pour les gens du secteur énergétique, mais absolument rien pour le secteur forestier, ce qui laisse souvent l'impression qu'il y a deux poids, deux mesures.

J'aimerais vous entendre me parler de la situation critique qui est vécue présentement par les gens du secteur forestier.

[Traduction]

Lana Payne: Je connais très bien M. Cloutier. C'est mon bon ami.

Je crois que la proposition était bonne, car elle aurait permis d'injecter des capitaux dans le secteur forestier. Les entreprises auraient eu des capitaux à investir dans les scieries. Vous savez probablement que bon nombre de nos scieries ont manqué d'investissements pendant un certain temps pour de nombreuses raisons. L'une d'entre elles est que, la plupart du temps, les profits de l'industrie ont essentiellement servi à payer ces droits, ce qui a empêché les mises à niveau dans les scieries.

D'un autre côté, comment pouvons-nous soutenir l'industrie autrement? Cela peut vouloir dire que, jusqu'à ce que l'industrie se stabilise et se remette sur pied, il faut aussi regarder du côté de l'énergie. L'énergie coûte très cher dans certaines provinces, mais pas dans toutes. Dans certaines provinces, l'énergie représente un coût très important pour l'exploitation de ces scieries. Cela peut être examiné. Je sais que l'Ontario a examiné le coût de l'énergie pour les utilisateurs industriels, en particulier dans le secteur forestier, afin d'essayer de maintenir le secteur et de le protéger en ces temps très difficiles.

Nous devrions, pouvons et devons envisager un certain nombre de choses pour soutenir le secteur forestier, dont l'accès à la fibre n'est pas la moindre.

● (1145)

[Français]

Le président: Merci.

Monsieur Malette, vous avez la parole pour cinq minutes.

[Traduction]

M. St-Pierre posera les dernières questions à ce groupe de témoins.

Gaëtan Malette: Madame Payne, vous représentez 120 000 travailleurs. Vous avez mentionné Thunder Bay et VIA Rail. Je sais que dans la région où je me trouve, ce corridor qui traverse Sudbury, Chapleau et White River est extrêmement important. Son efficacité est très faible.

Qu'envisagez-vous pour la modernisation d'une partie de la flotte de VIA Rail? Si nous n'avons pas d'emplois, nous n'avons pas grand-chose. Qu'est-ce que cela représenterait dans la région de Thunder Bay si nous travaillions à l'amélioration de la flotte de VIA pour les travailleurs? Combien de travailleurs cela représente-t-il?

Lana Payne: Je vous remercie de la question.

Comme vous le savez probablement, nous sommes actuellement dans une phase où le gouvernement fédéral considère le processus d'appel d'offres pour le deuxième lot de trains de VIA. Nous savons que nos membres à Thunder Bay, grâce à leurs connaissances et à leurs compétences, sont tout à fait capables de construire ces trains. Nous avons été d'ardents défenseurs du renforcement de notre propre capacité au pays et de son maintien. Une chose que nous pouvons faire, c'est de veiller à ce que les trains de VIA soient construits à Thunder Bay. Cela profitera également à de nombreuses régions du Québec en ce qui concerne les travaux d'ingénierie.

Dans l'ensemble, comment pouvons-nous, en tant que pays, nous assurer de conserver notre propre capacité de construction et de fabrication? Si nous voulons protéger la souveraineté de notre pays, il faut aussi protéger l'épine dorsale manufacturière de collectivités comme Thunder Bay. Cela signifie également que nous utilisons de l'acier et de l'aluminium canadiens. Nous devons adopter toutes ces dispositions « Achetez canadien » concernant ce que nous fabriquons. Cela permettra d'employer des Canadiens à tous les égards, non seulement dans la construction de trains, mais aussi dans la chaîne d'approvisionnement de ce qui est nécessaire pour ces trains. Il en va de même pour la façon dont nous construisons les navires.

Toutes ces politiques industrielles que nous examinons en tant que pays... Nous devons construire des choses. Nous sommes un pays industriel. Assurons-nous de continuer à le faire. Assurons-nous de protéger les bons emplois au Canada et d'utiliser de bons et de solides fonds d'approvisionnement — des milliards de dollars — pour mettre les Canadiens au travail.

Gaëtan Malette: Dans le même ordre d'idées, mais en tenant compte de l'ensemble du secteur du pétrole et des ressources, comment le gouvernement peut-il fournir la certitude dont les investisseurs ont besoin pour engager des capitaux dans le secteur canadien de l'énergie afin de créer plus d'emplois?

Lana Payne: La réalité, c'est que le Canada est un endroit stable, sûr et sécuritaire pour faire des affaires. Nous avons peut-être aussi la meilleure main-d'œuvre au monde. Ces choses devraient être suffisamment importantes pour que les entreprises veuillent investir ici. De toute évidence, il s'agit de s'assurer, par ailleurs, que ces entreprises ne se contentent pas d'investir ici, mais qu'elles restent et entretiennent l'infrastructure, ce qui est également d'une importance cruciale. Le fait est que nous offrons beaucoup de stabilité aux entreprises qui veulent exercer leurs activités ici, et nous avons des

ressources. Ce n'est pas comme si ces ressources allaient disparaître. Si ces entreprises veulent faire des profits, le Canada est l'endroit où se trouvent les ressources. Bien sûr, il est également logique d'avoir un environnement réglementaire stable, mais nous devons tenir compte du fait que nous devrions obtenir quelque chose en retour, et cela signifie de bons emplois pour les Canadiens.

• (1150)

Gaëtan Malette: De nombreuses régions du Nord de l'Ontario ont connu des difficultés. Les jeunes quittent les régions. Que feriez-vous? Comment pouvons-nous changer cet état de fait?

Lana Payne: Je crois qu'une partie du changement consiste à s'assurer qu'il y a de bons emplois là-bas. Je viens de Terre-Neuve-et-Labrador, alors, monsieur le député, je comprends la difficulté d'essayer de garder les gens dans des endroits où nous sommes parfois en difficulté économique. Le Nord de l'Ontario est également riche en ressources. Qu'il s'agisse de l'exploitation minière, de la capacité d'avoir des travailleurs qualifiés pour construire des trains, ainsi que de la fabrication, de l'exploitation et de la construction d'infrastructures, il est extrêmement important que nous mettions les ressources nécessaires pour y parvenir.

Je dirais également que nous devons fournir des services publics solides aux gens du Nord de l'Ontario. Cela signifie qu'ils devraient avoir accès à de bons soins de santé et à une bonne éducation, comme nous le faisons dans d'autres régions de la province.

Le président: Merci à vous deux.

M. St-Pierre complétera les questions à notre premier groupe de témoins.

[Français]

Monsieur St-Pierre, vous disposez de cinq minutes.

[Traduction]

Eric St-Pierre (Honoré-Mercier, Lib.): Merci, monsieur le président, et merci de me permettre d'intervenir dans mon premier commentaire au Comité.

Chers collègues, je suis heureux d'avoir l'occasion de travailler avec vous.

Madame Payne, je vous remercie de votre présence aujourd'hui et de l'excellent travail d'Unifor. Notre gouvernement a annoncé en décembre dernier un règlement sur les émissions de méthane qui permet de réduire d'environ 72 % les émissions d'ici 2030 et d'environ 75 % d'ici 2035. J'aimerais savoir si vous pouvez nous dire quels types de possibilités d'emploi le règlement sur le méthane offre aux membres d'Unifor et au secteur en général.

Lana Payne: C'était un bon début, je dirais, mais nous devons trouver une façon de corriger la réglementation pour nous assurer que nous repérons les fuites avant qu'elles ne deviennent des fuites. Cela veut dire que les entreprises doivent avoir un système de vérification robuste, et que les vérifications et les inspections doivent être faites par les travailleurs. La façon dont nous mettons en œuvre les mesures de protection du méthane est de nous assurer que nous avons des travailleurs qui font ce travail.

À l'heure actuelle, je dirais que nous sommes déficients à cet égard, alors il s'agit vraiment de nous assurer que les entreprises font ce que nous attendons d'elles. Les règlements en font partie, mais il s'agit aussi d'employer des travailleurs pour veiller à ce que l'infrastructure soit entretenue et inspectée et qu'elle fasse l'objet de vérifications. S'il n'y a pas assez de gens pour le faire, nous continuerons d'avoir un problème de rejet de méthane dans l'atmosphère.

Eric St-Pierre: J'ai une question complémentaire à ce sujet. Vous avez parlé de vérification. Il y a aussi des services de détection ou des technologies d'atténuation des émissions de méthane.

Y a-t-il des leçons que le Canada pourrait tirer de la réduction des émissions dans le secteur du méthane? Comment pouvons-nous exporter ce savoir ailleurs dans le monde? Comment pouvons-nous saisir cette occasion d'exportation d'énergie pour le Canada?

Lana Payne: Absolument. Si nous sommes en mesure de mettre au point une technologie nouvelle et meilleure à cet égard, nous voudrions bien sûr la mettre en valeur et la vendre au monde entier, mais la réalité est que, même avec la technologie, vous aurez toujours besoin de travailleurs pour entretenir l'infrastructure. C'est là-dessus que j'aimerais que l'accent soit mis, parce que je sais ce que nos membres font tous les jours, et je sais la différence qu'ils peuvent faire ici.

À bien des égards, ce sont des travailleurs du secteur de l'énergie, mais lorsqu'ils font ce travail, ce sont aussi des travailleurs du secteur du climat. Il est vraiment important d'avoir des gens sur place pour empêcher les fuites de se produire.

Eric St-Pierre: Merci.

Le Canada a également un secteur des technologies propres très robuste. Pouvez-vous nous parler des occasions que ce secteur offre aux membres d'Unifor et au secteur de l'énergie en général, ainsi que des débouchés d'exportation pour certaines de ces technologies à l'échelle mondiale? Quel genre de possibilités d'emploi cela crée-t-il pour vos membres?

Lana Payne: Je vais parler d'un cas précis parce qu'il est très important. Il s'agit de la construction de l'usine de batteries NextStart à Windsor, en Ontario, une usine qui, bien sûr, est extrêmement importante. Oui, l'idée est de produire des batteries pour véhicules électriques, mais aussi, désormais, de déterminer comment utiliser les batteries pour stocker l'énergie. Ce virage sera extrêmement important pour notre pays, en plus d'être une excellente occasion pour les travailleurs. À l'heure actuelle, entre 900 à 1 000 personnes travaillent dans cette usine.

Vous savez sans doute que PowerCo est en train de construire une autre usine à St. Thomas, ce qui offre également de nombreuses possibilités dans le domaine. Il faut que les programmes de formation et nos collèges publics soient au courant de ces possibilités et qu'on mette en place les programmes de perfectionnement nécessaires pour permettre aux travailleurs de passer d'un secteur de l'économie à celui des technologies propres au sein de notre secteur de l'énergie.

• (1155)

Eric St-Pierre: Il me reste environ 45 secondes.

Je sais qu'Unifor a participé activement à ce que l'on appelle la discussion sur la transition équitable. Pourriez-vous nous dire, rapidement, quelles en sont les répercussions pour le Canada et le reste du monde? Que signifie cette transition équitable pour Unifor?

Lana Payne: Nous n'utilisons plus ce terme au sein de notre syndicat. Je dirais que nous parlons plutôt de justice économique. Comment envisager d'autres possibilités? Si l'automatisation s'installe et que d'autres changements se produisent dans le secteur, comment pouvons-nous nous assurer que nous préparons les travailleurs à évoluer dans d'autres domaines du secteur de l'énergie?

Concrètement, cela ne veut pas dire qu'ils doivent quitter le secteur de l'énergie. Cela peut signifier qu'ils se réorientent vers un autre volet de ce secteur. Ils pourraient, à titre d'exemple, passer de la production à l'inspection, à la vérification ou encore au soutien aux infrastructures. Nous devons examiner cette question de façon plus globale, et ne pas penser qu'il s'agit simplement de quitter le secteur de l'énergie.

Le président: Merci.

Chers collègues, voilà qui met fin à cette première partie de la réunion. En votre nom, j'aimerais remercier Mme Payne d'avoir comparu et d'avoir répondu à nos questions pendant une heure.

Vous avez peut-être remarqué que j'ai fait preuve d'une grande souplesse au cours de cette heure. Je ne pense pas que Mme Payne s'était déjà jointe à nous. Elle joue manifestement un rôle très actif dans le secteur forestier.

Madame Payne, nous menons actuellement une étude sur le secteur forestier. Nous ne l'avons pas encore terminée et je pense que nos membres ont profité de votre présence pour vous poser des questions sur ce secteur important. Je vous remercie de votre souplesse.

Lana Payne: Je suis très heureuse d'y avoir répondu. Nos 25 000 membres du secteur forestier seront ravis qu'on nous ait posé ces questions.

Le président: Ces informations feront partie du dossier public et nous pourrions les utiliser. Comme M. Simard l'a mentionné, nous acceptons volontiers les mémoires, tout comme toute information supplémentaire, alors n'hésitez pas à nous en envoyer. Sur ce, je vous remercie de votre témoignage.

Chers collègues, nous allons faire une pause pour accueillir le prochain témoin. La séance est suspendue.

• (1155)

(Pause)

• (1205)

Le président: Nous sommes de retour et nous reprenons nos travaux.

Je souhaite la bienvenue à notre témoin, M. Todd Smith, vice-président du marketing et du développement commercial chez Can du Énergie inc., une société d'AtkinsRéalis.

Nous avons effectué le test de connexion obligatoire.

Je suis heureux de vous voir, monsieur Smith. Bienvenue.

Je pense que vous étiez dans la salle lorsque j'ai parlé de la procédure tout à l'heure.

Veillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Vous disposerez de cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire, après quoi nous passerons aux questions et aux observations des membres du Comité.

Monsieur Smith, vous avez la parole.

Todd Smith (vice-président du marketing et du développement commercial, Candu Energy Inc., une société d'AtkinsRéalis): Monsieur le président, honorables membres du Comité, bonjour.

Je m'appelle Todd Smith et je suis vice-président du marketing et du développement commercial chez Candu Énergie inc., une société d'AtkinsRéalis. Je me concentre exclusivement sur la construction de nouveaux réacteurs CANDU sur les marchés internationaux. Je vous remercie de me donner l'occasion de vous parler aujourd'hui des possibilités d'exportation pour la technologie des réacteurs nucléaires CANDU du Canada, en particulier dans le contexte de la croissance rapide de la demande mondiale en énergie et des possibilités de construction de nouveaux réacteurs CANDU ici au pays.

Le principal défi en matière d'énergie dans le monde concerne non seulement les objectifs climatiques, mais aussi les problèmes de sécurité énergétique attribuables aux conflits mondiaux et aux menaces géopolitiques, ainsi que l'augmentation de la demande en électricité, l'abordabilité et la production à grande échelle. La croissance démographique, l'industrialisation, l'électrification, les infrastructures numériques et l'intelligence artificielle font grimper les besoins en énergie à des niveaux que de nombreux pays ne sont pas en mesure de combler avec leurs systèmes actuels. Dans de nombreuses régions, on s'attend à ce que la demande d'électricité augmente de 50 à 100 % d'ici deux décennies. Cela représente une excellente occasion qui tombe à point nommé pour la technologie nucléaire canadienne, le CANDU.

Aujourd'hui, j'aimerais répondre à quatre questions.

La première question est la suivante: pourquoi se concentrer sur l'énergie nucléaire et le CANDU? L'énergie nucléaire demeure l'une des très rares technologies capables de fournir de l'électricité à grande échelle 24 heures sur 24, sept jours sur sept, sur plusieurs générations. Les réacteurs CANDU sont sans pareils parmi les six technologies à grande échelle actuellement disponibles dans le monde. Le CANDU a été conçu à Chalk River, en Ontario, dans les années 1960, par des scientifiques et des ingénieurs dont les principales préoccupations étaient la sécurité énergétique et un approvisionnement fiable en combustibles. Le CANDU est encore aujourd'hui une propriété intellectuelle canadienne. Le réacteur CANDU est le seul à utiliser de l'uranium naturel comme combustible, ce qui réduit la dépendance envers les infrastructures d'enrichissement, ainsi qu'envers les chaînes d'approvisionnement fragiles sur le plan géopolitique. C'est d'ailleurs la principale raison pour laquelle des pays comme la Pologne et la Turquie envisagent aujourd'hui de se doter du CANDU.

Les réacteurs CANDU présentent les facteurs de capacité les plus élevés au monde. Les unités CANDU fonctionnent couramment à plus de 90 %. Le Cernavoda 2, un réacteur CANDU en Roumanie, est le réacteur le plus performant au monde, avec un facteur de capacité pendant la vie utile de près de 94 % de sa puissance nominale.

Les réacteurs CANDU conviennent parfaitement à des pays comme les Philippines et d'autres pays de l'ANASE, dont les réseaux électriques se développent, mais n'ont pas encore atteint l'envergure de ceux des grandes économies. Les réacteurs CANDU ont une longue durée de vie utile, pouvant aller jusqu'à 100 ans grâce aux remises à neuf, offrant ainsi des décennies d'approvisionnement

prévisible en électricité et de stabilité des prix dans les régions où ils sont exploités.

Les réacteurs CANDU se distinguent également par le fait qu'ils sont construits à temps, sans dépasser le budget. La remise à neuf de la centrale de Darlington en est l'exemple le plus récent. Plus tôt cette année, la dernière de quatre unités CANDU a été remise en service plus tôt que prévu et à un coût de 150 millions de dollars inférieur au budget prévu.

La deuxième question que je voulais aborder est la suivante: quels marchés sont compatibles avec le CANDU?

Plusieurs régions, comme l'Europe centrale et orientale et l'Asie du Sud-Est, peuvent très bien bénéficier des avantages du CANDU pour répondre à une demande croissante. La réputation du Canada à titre de fournisseur fiable et non politisé est un atout déterminant dans les décisions à long terme de ces pays en matière d'infrastructures.

La troisième question est la suivante: quelle est la valeur économique pour le Canada?

Les exportations de réacteurs CANDU comptent parmi les exportations industrielles les plus rentables que le Canada puisse proposer. Près de 100 000 personnes travaillent dans le secteur nucléaire CANDU au Canada. Chaque contrat signé pour la construction d'un réacteur CANDU au pays ou à l'étranger permettra d'augmenter le nombre d'emplois hautement spécialisés et bien rémunérés dans l'écosystème nucléaire de premier plan du Canada.

Chaque réacteur CANDU construit à l'étranger marque le début d'une nouvelle relation internationale, avec des contrats de service et d'approvisionnement en combustible s'étalant sur plusieurs décennies après la construction initiale. C'est ce qui s'est produit avec la Corée du Sud, l'Argentine, la Roumanie et la Chine, où des réacteurs CANDU ont été construits il y a plus de 30 ans.

Enfin, la quatrième question est la suivante: quels sont les facteurs de réussite?

L'industrie canadienne a tout pour réussir. Ce qui compte, maintenant, c'est l'harmonisation à l'échelle nationale. Les principaux facilitateurs du gouvernement du Canada doivent prévoir un engagement de gouvernement à gouvernement, des cadres de financement concurrentiels et la cohérence des politiques à long terme. Les projets nucléaires ne peuvent aller de l'avant sans la confiance des États. L'expertise du Canada en matière de sécurité, de réglementation et de non-prolifération constitue un atout stratégique.

Mesdames et messieurs les députés, je terminerai en disant que la demande mondiale en électricité augmente plus rapidement que jamais depuis l'expansion industrielle de l'après-guerre. La technologie CANDU du Canada est particulièrement bien placée pour répondre à ce besoin tant au pays — en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et en Alberta — qu'à l'étranger, comme en Pologne, en Turquie et dans le Pacifique Sud. Avec un soutien ciblé, le CANDU peut renforcer les systèmes énergétiques mondiaux tout en apportant des avantages économiques et stratégiques durables au Canada.

Merci. Je serai heureux de répondre à vos questions.

• (1210)

Le président: Merci, monsieur Smith.

Nous allons passer à notre première série de questions. Nous allons commencer par M. Tochor, pour six minutes.

Corey Tochor: Merci, monsieur le président, et merci, monsieur Smith, de votre présence aujourd'hui.

Je crois comprendre qu'une nouvelle centrale est en construction en Roumanie et que l'on prévoit en construire d'autres en Turquie. Si ces deux projets venaient à se concrétiser pleinement, quelle en serait l'incidence sur la chaîne d'approvisionnement canadienne? Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Todd Smith: Oui. Il y a de belles occasions pour la chaîne d'approvisionnement canadienne.

La Roumanie en est rendue à l'étape de la décision finale d'investissement. On souhaite prendre cette décision pour Cernavoda 3 et 4. On sait qu'une décision a été prise en Roumanie, il y a quelques années, au sujet de la construction des centrales Cernavoda 1 et 2. La centrale de Cernavoda 1 doit maintenant être remise à neuf. Des travaux sont en cours à Candu à cet effet afin de prolonger l'exploitation de cette centrale pendant encore 30 à 35 ans. Comme je l'ai mentionné, la centrale Cernavoda 2 est la plus performante parmi les 440 centrales nucléaires en activité aujourd'hui dans le monde, avec un facteur de capacité de plus de 94 %.

La chaîne d'approvisionnement du Canada va tirer un énorme avantage de ces projets. Les composantes de ces centrales proviendront en grande partie du Canada. Pour chaque remise à neuf, environ 70 % des travaux seront réalisés par le Canada. Ce sera le cas avec Cernavoda 1, lorsque nous commencerons le travail là-bas. Pour Cernavoda 3 et 4, 70 % des composantes pourraient provenir du Canada, ce qui veut dire que notre chaîne d'approvisionnement, qui fait déjà l'envie de nombreux pays dans le monde, se développera.

La certitude politique que procure la décision finale en matière d'investissement — j'espère qu'elle sera prise plus tard cette année — permettra à nos partenaires de la chaîne d'approvisionnement, comme BWXT, Velan, L3Harris et bien d'autres, d'accroître leurs activités et de créer encore plus d'emplois pour répondre à la demande qui découlera du projet en Roumanie.

Corey Tochor: C'est formidable. Si tous ces éléments se concrétisaient, cela pourrait faire du Canada une véritable superpuissance énergétique.

Vous avez parlé du financement et de son importance. Je suis assez âgé pour me souvenir de l'époque où ce gouvernement qualifiait le nucléaire de « ressource immorale ». Quelles seraient les options de financement efficaces que ce gouvernement devrait envisager pour les réacteurs 3 et 4 en Roumanie, ou ceux en Turquie?

• (1215)

Todd Smith: Je dirais que les mentalités ont changé à Ottawa au sujet du nucléaire. Il est évident que, si les pays veulent non seulement atteindre leurs objectifs de carboneutralité, mais aussi répondre à l'énorme augmentation des besoins en électricité, il faudra adopter une véritable approche Équipe Canada pour remporter ces contrats à l'étranger.

J'en viens au financement, plus précisément. Exportation et développement Canada, ou EDC, a contribué à tous les projets de construction à l'échelle internationale dans les années 1980, 1990 et au début des années 2000. Exportation et développement Canada prend également part au projet en Roumanie. Nous avons vu les annonces d'EDC, qui participe évidemment au projet que nous sou-

haitons réaliser en Pologne. EDC joue également un rôle dans l'appel d'offres concernant la Turquie.

Nous participons activement à un appel d'offres dans ces deux pays, alors que nous progressons vers la décision finale d'investissement en Roumanie. C'est impératif, car les cinq autres acteurs, les technologies que nous connaissons, sont largement soutenus par leurs États respectifs, qu'il s'agisse des Russes, des Chinois, certainement des États-Unis, des Coréens ou des Français. Une véritable stratégie nationale — qui comprend le financement de ces projets — sous-tend tout cela.

Chaque fois qu'EDC a participé à la construction d'une centrale dans un autre pays dans le passé, que ce soit en Corée du Sud, en Chine ou en Roumanie, la dette contractée par EDC pour le projet a été remboursée très rapidement dès que le réacteur a été mis en service, ce qui représente un avantage net pour les contribuables ici en Ontario et au Canada.

Corey Tochor: Puisque nous parlons de réacteurs, et pour tirer un peu parti de votre expérience passée en tant que ministre des Ressources naturelles de l'Ontario... Le gouvernement fédéral va prendre une décision et il sera contraint de choisir entre l'eau lourde et l'enrichissement.

J'aimerais revenir à l'époque où vous étiez ministre et à ce que vous avez appris lorsque les petits réacteurs modulaires ont été mis en service en Ontario, ou à la décision qui a été prise selon laquelle l'uranium doit être enrichi. Si nous voulons devenir cette superpuissance énergétique, nous devons enrichir l'uranium au Canada et être un pays souverain, ou poursuivre nos efforts avec les réacteurs CANDU. Cela dit, nous aurons également besoin de produire de l'eau lourde. D'après votre expérience, lequel de ces deux projets serait le plus facile à mener à bien?

Todd Smith: Je peux vous dire que des discussions sont déjà en cours avec différents pays dans le monde, et même ici au Canada, afin de mettre en place un approvisionnement en eau lourde.

Corey Tochor: Pourrions-nous le faire au Canada?

Todd Smith: Pourrions-nous avoir un approvisionnement en eau lourde au Canada? Cela permettrait de créer des emplois pour les Canadiens et d'avoir un emplacement fiable pour l'installation d'une usine d'eau lourde. Des négociations à cet effet sont en cours avec mon équipe à AtkinsRéalis.

Il va sans dire qu'il est essentiel que nous tirions parti de la technologie que nous avons développée et créée. Il y a 60 ans, les ingénieurs ont eu la bonne idée de construire un réacteur qui utilise de l'uranium naturel. Ainsi, on n'a pas besoin de compter sur un autre pays pour enrichir l'uranium. Les réserves naturelles d'uranium sont abondantes dans votre province, la Saskatchewan, et c'est un véritable atout pour l'économie de la province.

Corey Tochor: Je vais revenir à l'enrichissement. En ce qui concerne la construction de petits réacteurs modulaires, où devrait se faire l'enrichissement, selon vous?

Le président: Veuillez répondre brièvement.

Todd Smith: Cela devra se faire dans un autre pays.

À l'heure actuelle, c'est la Russie qui possède la plus grande capacité en matière d'enrichissement. Le Royaume-Uni et les États-Unis dépendent actuellement du combustible enrichi en Russie pour alimenter leur parc nucléaire.

Le président: Merci à vous deux.

Monsieur Guay, vous avez six minutes.

Claude Guay: Monsieur Smith, merci beaucoup de votre présence parmi nous aujourd'hui. Nous vous en sommes reconnaissants.

On parle d'une future stratégie nucléaire du gouvernement fédéral. Qu'aimeriez-vous voir figurer dans cette stratégie?

Todd Smith: Oui, nous attendons cette stratégie. Nous croyons qu'elle est très importante pour l'économie au Canada, ainsi que pour la sécurité énergétique.

Les ministres de l'Énergie des différentes provinces souhaitent sûrement prendre les décisions au sujet de la technologie. Le gouvernement fédéral peut-il apporter son aide d'une autre manière? Certainement. Il peut s'engager, par exemple, à financer ces projets, que ce soit par l'entremise d'Exportation et développement Canada ou d'un autre mécanisme. Des fonds ont également été fournis par la Banque de l'infrastructure du Canada. Les détails du nouveau fonds souverain qui a été créé et qui est en cours de mise en place ici, à Ottawa, restent à préciser.

Ce qui se passe à l'échelle internationale... La majeure partie de mon travail se déroule dans différents pays. Les cinq autres pays que j'ai mentionnés fournissent un financement de démarrage pour lancer les travaux de préfaisabilité sur certains sites, que ce soit en Europe centrale, en Europe de l'Est ou dans la région de l'ANASE — l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est —, dans des pays comme les Philippines et l'Indonésie.

Étant donné que le gouvernement canadien est le propriétaire de la technologie CANDU canadienne par l'entremise d'EACL, ou Énergie atomique du Canada limitée, il est très important que le gouvernement fédéral soit également présent. Chez AtkinsRéalis et Candu Energy, nous faisons la promotion de CANDU dans le monde entier. Nous l'avons vu récemment, que ce soit en Pologne ou ailleurs. Vos homologues du gouvernement fédéral, je crois, comprennent qu'il existe un marché important sur lequel les réacteurs CANDU peuvent être exportés. L'approche axée sur la collaboration étroite d'Équipe Canada est très importante.

Je crois comprendre que le premier ministre, à diverses occasions, prend la parole lors de rencontres bilatérales avec d'autres dirigeants nationaux. Il a parlé de l'expertise canadienne en matière de technologie nucléaire et de CANDU. Il soutient fortement l'idée de construire des réacteurs CANDU à l'étranger pour deux raisons. Tout d'abord, c'est un choix judicieux pour notre économie. Deuxièmement, il est avisé de forger des relations avec des puissances dites moyennes. Ces relations ne consistent pas seulement à construire une usine et à quitter les lieux. Les relations qui se créent lors de la construction d'une centrale CANDU dans un pays durent de 80 à 100 ans, car Candu Energy et AtkinsRéalis continuent de desservir ces centrales pendant de nombreuses décennies. Ces relations bilatérales sont très importantes.

• (1220)

Claude Guay: Monsieur Smith, AtkinsRéalis participe également aux investissements et aux efforts liés aux petits réacteurs modulaires.

Pourriez-vous m'aider à comprendre les possibilités d'exportation en ce qui concerne nos systèmes, notre technologie et notre expertise? Où en est le Canada dans le domaine des petits réacteurs modulaires? Vous pourriez peut-être faire quelques comparaisons.

Nous connaissons probablement mieux les grandes installations CANDU traditionnelles que les petits réacteurs modulaires.

Pourriez-vous nous éclairer à ce sujet?

Todd Smith: AtkinsRéalis — et Candu — est le fabricant d'équipement d'origine de la technologie CANDU. Nous commercialisons activement la technologie CANDU à l'échelle mondiale pour le gouvernement du Canada.

En ce qui concerne les petits réacteurs modulaires, nous sommes une entreprise d'ingénierie de 42 000 personnes qui est établie au centre-ville de Montréal depuis plus de 115 ans. C'est une société d'ingénierie qui possède une expertise nucléaire mondiale. Nous sommes l'architecte-ingénieur et l'ingénieur de projet pour le compte d'Ontario Power Generation et de GEH pour le petit réacteur modulaire actuellement en construction sur le nouveau site nucléaire de Darlington, en Ontario.

Par l'entremise de notre bureau du Royaume-Uni, nous travaillons également avec Rolls-Royce et le petit réacteur modulaire au Royaume-Uni. Au sud de la frontière, nous travaillons avec X-energy. Nous travaillons également avec Natrium, le réacteur de Bill Gates. Notre expertise s'étend à l'échelle mondiale, et chacun de nos bureaux dans le monde travaille sur des petits réacteurs modulaires.

Lorsque le petit réacteur modulaire BWRX-300 de GVH qui est actuellement en construction en Ontario sera exporté à l'échelle mondiale, il y aura certainement des retombées positives pour l'Ontario et le Canada, mais elles seront loin d'égaliser les retombées qui découleront de la construction de réacteurs CANDU à l'étranger. Nous avons déjà évoqué certains chiffres. La construction d'une unité CANDU autonome dans un pays étranger, par exemple, aura une incidence de plusieurs milliards de dollars sur le PIB du Canada. Les petits réacteurs modulaires auront également une incidence, mais cette technologie et sa propriété intellectuelle se trouvent aux États-Unis, ce qui signifie qu'elles seront assujetties à des contrôles à l'exportation et à d'autres contraintes.

Il existe une technologie canadienne, et c'est le réacteur CANDU. Si nous souhaitons obtenir le meilleur rendement de l'investissement et produire les meilleures retombées pour notre pays, il ne fait aucun doute que le CANDU, dont 96 % des composants sont fabriqués au Canada, aura une incidence considérable. Je suis ravi de constater que le gouvernement fédéral en est conscient.

• (1225)

Le président: Je vous remercie tous les deux.

[Français]

Monsieur Simard, vous avez la parole pour six minutes.

Mario Simard: Merci beaucoup.

Monsieur Smith, l'interprétation fonctionne-t-elle?

Todd Smith: Un moment. Je vais mettre l'oreillette.

Mario Simard: Je vais vous en laisser le temps, oui. Le président démarrera ensuite le chronomètre, j'en suis persuadé.

Techniquement, vous devriez entendre la voix des interprètes. M. le greffier va vous donner un coup de main. La voix d'un interprète est toujours plus intéressante que la voix d'un gars de région.

[Traduction]

Todd Smith: Et voilà. Je vous remercie.

[Français]

Mario Simard: Le français de Kénogami est meilleur quand il est traduit.

Je ne voulais pas vous donner l'impression, tout à l'heure, que je n'écoutais pas ce que vous disiez, mais j'étais à la recherche d'un graphique qu'on nous avait envoyé dans le cadre d'une étude que le Comité a faite sur l'électricité propre et sur lequel on peut voir le comparatif des prix. Je me souviens du coût disproportionné qu'on pouvait voir lorsqu'on regardait le coût de l'éolien, du solaire et de l'hydroélectricité, et que, par la suite, on regardait le coût du nucléaire. Je me souviens d'un coût complètement disproportionné pour la production d'un mégawatt.

Des gens sont sceptiques à l'égard du fait que l'énergie nucléaire est une énergie propre, mais je ne veux pas entamer ce débat avec vous. J'ai cependant toujours gardé une forme de scepticisme quant aux coûts associés à la production d'énergie nucléaire. Je lis présentement des articles où je vois les Chinois qui, dans des stratégies de stockage, arrivent à avancer très rapidement.

Le problème de l'énergie éolienne ou solaire est que, si ce n'est pas couplé avec une stratégie de stockage, ce n'est pas ce qu'il y a de plus efficient. On est à la remorque des vents et du temps d'ensoleillement. Peut-être que cette question sera réglée. J'ai l'impression qu'à ce moment-là, les coûts disproportionnés du nucléaire ne seraient peut-être plus justifiés.

J'aimerais entendre vos commentaires à ce sujet. Peut-être pouvez-vous rassurer les membres du Comité?

Todd Smith: Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Il est très important de comparer des pommes avec des pommes dans ce contexte. Lorsqu'on compare l'énergie nucléaire à l'énergie éolienne et solaire, on compare une énergie de base, qui est disponible 24 heures sur 24, sept jours sur sept, à une source intermittente d'énergie éolienne et solaire. Vous avez donc tout à fait raison. En Ontario, nous disions que le stockage était le Saint-Graal, car il n'y avait pas assez de stockage.

Nous avons analysé les différentes formes d'électricité à la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité en Ontario, tant lorsque j'étais ministre que lorsque mes successeurs et mes prédécesseurs occupaient ce poste. Lorsque nous avons comparé le coût de l'énergie éolienne et solaire à celui de l'énergie nucléaire, nous avons veillé à ajouter le stockage à ce coût, afin de pouvoir comparer un approvisionnement plus fiable. Même dans ces conditions, ce n'est pas la même chose que l'énergie nucléaire, qui est disponible 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

L'autre chose au sujet du nucléaire, c'est que, du point de vue de l'utilisation des terres, on parle dans de nombreux cas... Je vais prendre l'exemple de Bruce Power, qui produit maintenant près de sept gigawatts d'électricité à partir d'une parcelle de terrain relativement petite au bord du lac Huron. Il faudrait couvrir des milliers d'acres de terrain pour produire la même quantité d'électricité avec l'énergie éolienne ou solaire. De plus, cette électricité serait toujours intermittente et peu fiable au bout du compte. Lorsqu'on compare le nucléaire à d'autres formes d'électricité, il est très important de comparer des approvisionnements stables.

Lorsque j'étais ministre de l'Énergie de l'Ontario, nous avons mis en place de nouvelles formes d'électricité, ainsi qu'un programme

approvisionnement pour le stockage. Au bout du compte, lorsqu'on a comparé l'énergie nucléaire à l'énergie éolienne et solaire en tenant compte du stockage, on a obtenu à peu près le même résultat, soit environ 9 ¢ et demi ou 10 ¢ le kilowattheure.

[Français]

Mario Simard: Je ne vous donne pas tout à fait tort là-dessus. Comparons des pommes avec des pommes. Tout le monde est conscient que le solaire et l'éolien sont des formes d'énergies intermittentes, dont les coûts et l'efficacité du stockage avancent extrêmement rapidement. Je ne suis pas un spécialiste, mais c'est ce que je vois dans les lectures que je suis en mesure de faire. Je ne crois pas que, pour le Québec, ce soit intéressant de se lancer dans le nucléaire, parce que les coûts sont élevés. Nos réservoirs sont une énorme batterie qui nous permet de gérer cette intermittence. Je pense quand même, quand je regarde les avancées technologiques qu'on a faites simplement en matière d'électrification des transports, qu'il est tout à fait possible qu'au cours des 10 ou 15 prochaines années on ait des technologies de stockage à coût acceptable qui soient en mesure de nous offrir une certaine sécurité relativement aux énergies intermittentes.

Quand je regarde le nucléaire, je vois des coûts élevés, mais je vois aussi la gestion des déchets qui est très importante. N'y a-t-il pas un moment où le calcul des coûts et des avantages risque de basculer pour le nucléaire et que ça devienne une technologie, peut-être en raison de certaines avancées, moins intéressante? Il faudra être prêts à gérer les déchets et à maintenir ces installations qui demandent quand même beaucoup de maintenance.

Je ne sais pas si vous avez des projections là-dessus ou des analyses que vous pouvez fournir au Comité.

• (1230)

[Traduction]

Todd Smith: Il est important de comprendre les avantages économiques liés à l'énergie nucléaire. J'ai abordé le sujet un peu plus tôt, mais il y a environ 100 000 emplois à l'heure actuelle dans le secteur nucléaire au Canada. Ce sont des emplois bien rémunérés.

Certains emplois ont été créés grâce à la Loi sur l'énergie verte en Ontario, par exemple, mais ils n'ont pas duré très longtemps. Pour être honnête, ces installations énergétiques, qu'elles soient éoliennes ou solaires, ne dureront pas aussi longtemps que les projets nucléaires qui ont été construits ou qui seront construits à l'avenir et qui offriront un rendement stable aux contribuables au cours de leur 80 à 100 années d'existence.

Maintenant, en ce qui concerne l'entreposage des déchets... Une partie du prix par kilowattheure en Ontario — et je me concentre sur l'Ontario parce que c'est là que se trouvent la plupart des réacteurs CANDU au Canada, bien que nous ayons Point Lepreau au Nouveau-Brunswick — est destinée à la gestion du combustible irradié et des déchets provenant des installations nucléaires. Cet argent servira donc à construire un dépôt situé dans une formation géologique en profondeur. Une collectivité — Ignace, dans le Nord-Ouest de l'Ontario — est prête à accueillir ce projet et il profite également du soutien des Premières Nations. La Société de gestion des déchets nucléaires travaille activement sur ce projet.

Le président: Je vous remercie tous les deux.

[Français]

Monsieur Martel, vous avez la parole pour cinq minutes.

Richard Martel: Merci, monsieur le président.

Monsieur Smith, le nucléaire est une forme d'énergie que j'apprécie. D'abord, je trouve que c'est fiable. On n'a pas besoin d'eau, on n'a pas besoin de vent.

J'ai une question à vous poser. Pourquoi, au Québec, a-t-on une perception négative du nucléaire? Il me semble que ce serait un bon complément. Il me semble qu'avec tout ce qui s'en vient, on va avoir de la difficulté à répondre aux besoins en électricité.

Je ne sais pas si vous pouvez me répondre, mais on est extrêmement négatif au Québec. Je ne sais pas si ça a changé, mais je voudrais savoir ce que vous pensez de tout ça.

[Traduction]

Todd Smith: Eh bien, certains députés autour de la table pourraient avoir des raisons concrètes, contrairement à moi, d'avoir cette opinion. Je vis en Ontario et j'ai grandi au Nouveau-Brunswick. Je sais qu'il y avait deux centrales nucléaires à Gentilly, au Québec. Il s'agissait d'usines CANDU qui étaient des sources fiables de production d'électricité pour la population du Québec.

Il y a quelques semaines, j'ai été conférencier invité à un événement organisé par Investissement Québec, à Trois-Rivières, où de nombreux membres du secteur nucléaire québécois étaient présents. Même s'il n'y a plus de centrales nucléaires en exploitation au Québec, il y a quand même un nombre important d'entreprises qui fournissent des composantes et de l'expertise pour les réacteurs CANDU à l'échelle mondiale.

Je n'ai participé à aucune des décisions qui ont été prises en 2011 et qui ont mené à la fermeture des centrales de Gentilly, mais je sais qu'il y a eu de graves répercussions sur les emplois dans la région de Trois-Rivières et dans d'autres régions du Québec.

L'autre facteur dont il faut tenir compte, c'est que — et ce n'est que mon opinion à titre d'ancien ministre de l'Énergie de l'Ontario — le Québec a la chance, depuis des décennies, de disposer d'une abondante énergie hydroélectrique. Cependant, les possibilités de continuer à construire des centrales hydroélectriques diminuent, et il est donc très important qu'Hydro-Québec et le gouvernement du Québec, quelle que soit sa composition à l'automne, se penchent sérieusement sur le dossier de l'énergie nucléaire. Je crois que l'énergie nucléaire a sa place au Québec.

• (1235)

[Français]

Richard Martel: C'est intéressant.

Monsieur Smith, la Nouvelle-Écosse a récemment levé son interdiction sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium. Si le Québec décidait à son tour de lever son moratoire sur le nucléaire, quelles seraient les retombées économiques potentielles pour la province et pour ses travailleurs, d'après vous?

[Traduction]

Todd Smith: Votre question concerne-t-elle la Nouvelle-Écosse ou le Québec?

[Français]

Richard Martel: Je parle de la province de Québec.

[Traduction]

Todd Smith: Cela aurait un impact important sur le Québec. Plus on construira de réacteurs CANDU au Canada, plus l'économie commencera à se déplacer d'est en ouest. L'uranium de la Saskatchewan sera envoyé sur la côte Est. C'est déjà le cas chez Éner-

gie NB à Point Lepreau, et la société vient de signer un protocole d'entente avec le gouvernement de l'Ontario pour explorer le petit réacteur modulaire en construction à Darlington.

Je crois qu'il pourrait également y avoir un projet nucléaire à Saint John, ou juste à l'extérieur de Saint John à Point Lepreau, pour un autre réacteur CANDU 6 évolué qui pourrait répondre non seulement aux besoins en électricité du Nouveau-Brunswick, mais aussi de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec et peut-être de Terre-Neuve-et-Labrador.

Je sais que le gouvernement fédéral s'intéresse à cette approche pancanadienne en matière d'électricité, et je crois qu'il est tout à fait judicieux d'installer des réacteurs CANDU de façon stratégique dans toute la province, car ils fournissent, 24 heures sur 24, sept jours sur sept, l'énergie de base nécessaire à un réseau fonctionnel et fiable.

[Français]

Richard Martel: Combien de réacteurs CANDU supplémentaires pourrait-on déployer au Canada d'ici 2035 si les processus d'approbation étaient simplifiés?

[Traduction]

Todd Smith: Il n'y a pas de réponse simple, et l'échéance de 2035 est assez serrée. En effet, il faut de cinq à six ans pour construire un réacteur CANDU si nous recevons les approbations nécessaires. Il faut aussi mener des évaluations environnementales et obtenir la certification des sites, ce qui prend environ deux ans. Faites le calcul.

[Français]

Richard Martel: Monsieur Smith, quels sont les principaux obstacles réglementaires et politiques qui empêcheraient actuellement un déploiement rapide?

[Traduction]

Le président: Veuillez répondre brièvement, s'il vous plaît.

Todd Smith: Ils sont nombreux, et la Commission canadienne de sûreté nucléaire serait la mieux placée pour répondre à cette question, mais l'accès à l'eau en fait certainement partie, tout comme les évaluations environnementales qui devront être effectuées.

[Français]

Richard Martel: Merci, monsieur Smith.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie, monsieur Smith.

Monsieur Hogan, vous avez cinq minutes.

Corey Hogan (Calgary Confederation, Lib.): Je vous remercie.

Je vous remercie, monsieur Smith, d'être ici.

Comme vous l'avez souligné dans votre déclaration préliminaire, le monde est à la recherche de sources d'énergie fiables. Ce besoin s'est certainement intensifié en raison de la guerre en Iran. J'ai regardé quelques statistiques aujourd'hui. La Chine représente 80 % du marché des photovoltaïques. En un mois, ses exportations de produits photovoltaïques sont passées de 34 000 à 68 000 mégawatts, ce qui vous donne une idée de la mesure dans laquelle le monde recherche actuellement des sources fiables. Je pense que cela illustre bien l'anxiété mondiale que nous observons ces temps-ci.

Je crois personnellement — comme la plupart des intervenants du secteur de l'énergie, selon moi — que nos défis en matière de demande d'énergie exigent une approche qui tient compte de toutes les options. Cela comprend certainement l'énergie nucléaire, et le Canada est une puissance nucléaire de premier plan.

De nombreux témoins nous ont dit que l'une des forces du Canada est sa stabilité et que nous pouvons fournir des sources d'énergie fiables. Vous avez dit que pour réussir, nous devons d'abord gagner la confiance des États et que nous avons une réputation de fournisseur fiable et non politisé.

Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

Todd Smith: Oui, certainement.

Je suis tout à fait d'accord pour dire que maintenant, en raison des événements géopolitiques actuels, il y a une demande pour un approvisionnement en électricité stable. Cela remonte à 2022 et à l'invasion non provoquée de l'Ukraine par la Russie, qui a créé un sentiment d'insécurité accru en Europe et ailleurs. La stabilité et la certitude sont donc des éléments essentiels.

Lorsque j'étais ministre en Ontario, le PDG de Bruce Power, Mike Rencheck, disait toujours qu'il est impératif pour nous et pour notre incroyable chaîne d'approvisionnement à l'échelle du Canada d'avoir la certitude, de la part du gouvernement et des décideurs, que ces projets iront de l'avant.

Ces projets ne se concrétisent pas du jour au lendemain. Une planification minutieuse vise à garantir la cadence appropriée, à renforcer la capacité en ressources humaines nécessaire pour construire et exploiter les centrales, ainsi qu'à donner à la chaîne d'approvisionnement le temps dont elle a besoin, en particulier pour les articles à long délai de livraison — certaines des composantes les plus importantes des réacteurs — pour qu'ils soient construits à temps pour respecter la date prévue de leur mise en service.

Le Canada excelle, et il fait véritablement figure d'exception à l'échelle mondiale, pour ce qui est de respecter les échéanciers et le budget, mais tout cela repose sur la certitude que procure le gouvernement. La réalisation du projet de remise à neuf de Darlington, un projet de près de 13 milliards de dollars, en avance sur le calendrier et en deçà du budget, est un résultat rare pour la plupart des autres entreprises nucléaires dans le monde. Tout commence par la certitude politique apportée par le gouvernement.

• (1240)

Corey Hogan: La constance et la stabilité sont probablement encore plus importantes dans ce secteur pour des raisons éphémères. Personne ne souhaite voir le chaos s'installer dans le domaine nucléaire. Cela crée une angoisse généralisée dans un environnement où l'on s'inquiète parfois de ce qui pourrait arriver et de ce qui risque de se produire. Bien entendu, nous avons tous entendu des histoires d'horreur et vu des défis.

Il me semble qu'il existe trois grandes catégories de possibilités d'exportation dans le domaine nucléaire. La première est l'électricité, cette énergie de base qui est en grande partie confinée au continent. Je pense que vous avez parlé davantage des possibilités en matière de technologie et de connaissances. Aux fins de notre rapport, pouvez-vous nous en dire plus sur les possibilités en matière de transfert de technologie et de connaissances? Vous avez dit, par exemple, qu'environ 70 % des composantes d'un nouveau réacteur proviennent de la chaîne d'approvisionnement canadienne. De quoi s'agit-il exactement? À quoi cela ressemble-t-il?

Todd Smith: Il n'y a pas que les composantes qui viennent du Canada, mais aussi les services d'ingénierie, qui sont fournis par des entreprises comme AtkinsRéalis et d'autres partenaires dans le secteur, comme Kinectrics et Laurentis Energy Partners. Cela s'applique à l'aspect technique.

L'une des forces du Canada, c'est notre organisme de réglementation. La Commission canadienne de sûreté nucléaire est considérée comme l'un des meilleurs organismes de réglementation au monde en matière d'actifs nucléaires. Il est donc très important que la CCSN travaille en étroite collaboration avec le gouvernement du Canada, AtkinsRéalis et Candu dans le cadre des efforts liés à la construction de ces réacteurs partout dans le monde.

Un autre élément très important — lorsque nous sommes dans des endroits comme les Philippines et l'Indonésie, par exemple —, c'est la provenance des travailleurs qui construiront et exploiteront ces usines. Il est essentiel de travailler avec nos partenaires de la chaîne d'approvisionnement, mais aussi avec nos partenaires de l'enseignement postsecondaire. Nous avons une organisation appelée UNENE, soit le Réseau d'excellence universitaire en génie nucléaire. Il m'a fallu environ cinq ans pour comprendre ce que signifie cet acronyme.

Un certain nombre d'établissements d'enseignement canadiens sont actifs au sein de l'UNENE. De plus, l'UNENE en Roumanie s'est associé aux neuf établissements postsecondaires de ce pays pour s'assurer d'avoir le niveau de capacité humaine nécessaire. Ces types de partenariats sont essentiels.

Le président: Merci à vous deux.

[Français]

Monsieur Simard, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

Mario Simard: Merci, monsieur le président.

Monsieur Smith, vous avez parlé tout à l'heure d'un comparatif entre le nucléaire, l'éolien et le solaire avec du stockage. Si vous aviez des informations à déposer au Comité à ce sujet, ce serait fort à propos.

Vous êtes un ancien ministre. Vous comprenez donc lorsqu'on parle des intérêts bien calculés de chacun. Un ministre ontarien calcule les intérêts de l'Ontario et il le fait très bien. Un politicien du Québec calcule les intérêts des Québécois et ça va de soi aussi. Je n'ai pas l'impression que ce que va investir le gouvernement fédéral en électricité propre, et en particulier dans le nucléaire, sera profitable pour le Québec. Je m'explique.

La situation du Québec est particulière. Notre problème, présentement, c'est la gestion de la pointe. Si on arrive à faciliter la gestion de la pointe, le Québec parviendra à fournir suffisamment d'énergie pour électrifier le parc de transports. Si nous arrivons à faire la gestion de la pointe, peut-être pourrions-nous même être davantage des exportateurs d'hydroélectricité vers l'Ontario. Je sais que c'est dans les plans d'Hydro-Québec.

J'ai l'impression, en voyant ces gens-là sur le terrain qui sont en train de mettre des solutions de gestion de la pointe très développées, que l'avenir du Québec se trouve plutôt là. C'est peut-être différent pour l'Ontario, mais il y a, selon moi, une forme de concurrence où nous aussi voulons aller chercher notre part de financement du gouvernement fédéral pour réussir à faire ça.

Nos objectifs sont communs. C'est le bien commun. Néanmoins, peut-être nos intérêts divergent-ils un peu là-dessus. J'aimerais quand même vous entendre nous parler de la possibilité d'avoir davantage d'interconnexion entre le Québec et l'Ontario.

• (1245)

[Traduction]

Le président: Il reste environ 30 secondes pour votre réponse, monsieur Smith.

[Français]

Mario Simard: Je suis désolé.

[Traduction]

Todd Smith: Waouh, d'accord.

Il est effectivement très important d'avoir des interconnexions.

Il faut noter que les comparaisons entre l'énergie éolienne, solaire et nucléaire seront accessibles par l'entremise de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité en Ontario, et nous pouvons nous assurer de faire le nécessaire à cette fin. En fin de compte, c'est au gouvernement de chaque province et territoire de décider. Nous sommes une confédération, et la souveraineté, en ce qui concerne les décisions énergétiques, revient aux provinces et aux territoires, qui doivent prendre les meilleures décisions pour leurs citoyens.

Je tiens à souligner que, plus que jamais cet hiver, les centrales au gaz de l'Ontario ont dû, de toutes sortes de façons, répondre à la demande de pointe au Québec en raison du verglas affectant le réseau hydroélectrique de cette province.

Nous avons de solides interconnexions. Nous avons en outre noué des relations — lorsque j'étais ministre et auparavant sous l'ancien gouvernement libéral en Ontario — en vue d'intensifier nos échanges commerciaux avec le Québec. Cela va certes dans le sens de l'objectif actuel du gouvernement fédéral.

[Français]

Le président: Merci.

[Traduction]

Nous allons passer à M. Tochor pour une période de cinq minutes, puis nous terminerons avec Mme McKelvie.

Corey Tochor: Monsieur Smith, j'aimerais revenir sur l'histoire du CANDU et sur le travail qui a été fait à Chalk River et ailleurs au Canada. Pouvez-vous brièvement souligner l'importance des efforts déployés pour la mise au point du réacteur CANDU?

Todd Smith: Oui. Nous avons participé au projet Manhattan jusqu'à ce que les ingénieurs, les scientifiques et le gouvernement du Canada se rendent compte que l'objectif était de construire une bombe atomique aux États-Unis. À l'époque, nos ingénieurs et nos scientifiques canadiens se concentraient davantage sur la production d'une énergie propre, stable et fiable, qui pouvait être produite à partir des matières premières de notre pays et au moyen de composantes construites au Canada.

Un élément que je n'ai pas mentionné ici aujourd'hui est la production d'isotopes médicaux, qui sont essentiels non seulement au système de santé du Canada, mais aussi au monde entier. Une occasion en or se présente à nous. Ce travail se poursuit aux Laboratoires Nucléaires Canadiens et à EACL en partenariat avec nos divisions des réacteurs CANDU pour mettre au point ces isotopes médicaux qui sont un sous-produit des réacteurs à eau lourde

conçus il y a de nombreuses années à Chalk River. Cette évolution s'est poursuivie pour faire place à des unités de plus en plus grandes, comme le CANDU 6 évolué et les réacteurs que nous voyons aujourd'hui à Darlington.

Corey Tochor: Le Monark est-il le réacteur de sixième génération dont vous avez parlé?

Todd Smith: Le CANDU 6 évolué est une version améliorée du CANDU 6. C'est un réacteur assurant une production brute de 750 mégawatts. La production nette est de 720 à 725 mégawatts. Le Monark actuellement en place à Darlington est une installation d'environ 900 mégawatts, et ce sont à peu près les mêmes unités qui sont exploitées à Bruce Power.

Corey Tochor: Pour la prochaine version du Monark, il y a eu une demande publique de fonds en provenance du Canada. Où en est ce projet? Si cela se concrétise, qui ferait ce travail de développement?

Todd Smith: Ce serait nos équipes d'AtkinsRéalis. Nous avons rassemblé le financement nécessaire à ce projet au cours des dernières années dans le but de pouvoir nous aussi donner accès à un réacteur produisant un gigawatt.

Je peux vous dire que le CANDU 6 évolué suscite actuellement beaucoup d'intérêt à l'échelle internationale, parce qu'il est adapté à des réseaux comme ceux des Philippines, de l'Indonésie, de la Pologne et de la Türkiye, qui n'ont peut-être pas une infrastructure électrique aussi solide que celle que nous avons ici au Canada.

Ce réacteur de 750 mégawatts, qui est disponible dès maintenant, répond à leurs besoins, et c'est ce que nous proposons dans le cadre des processus concurrentiels auxquels nous participons actuellement.

Corey Tochor: Dans votre exposé, vous avez dit que le Canada est un écosystème nucléaire de premier plan.

Selon vous, qu'est-ce qui pourrait faire en sorte que le Canada perde ce statut?

Todd Smith: Il y a plusieurs choses.

Si l'on décidait de ne pas construire de réacteurs CANDU au Canada, ce serait une terrible erreur qui soulèverait de nombreuses questions au sujet de notre technologie CANDU.

Nous sommes très chanceux d'avoir cette technologie, et nous sommes également extrêmement privilégiés du fait qu'elle est unique en son genre. Elle offre des possibilités qu'aucun autre réacteur n'offre — du combustible d'uranium naturel à la production d'isotopes médicaux en passant par un écosystème nucléaire de premier plan et un organisme de réglementation comme celui que nous avons ici en Ontario et qui est si bien perçu à l'échelle mondiale — autant d'éléments qui font du Canada ce partenaire stable tant recherché.

Nous avons une occasion en or de tirer parti de ces possibilités d'exportation. Toute autre décision nuirait à ce programme au Canada. C'est une véritable chaîne d'approvisionnement CANDU. Je tiens à le souligner. Les 100 000 personnes qui travaillent actuellement dans le nucléaire au pays sont à l'emploi de Candu, directement ou indirectement.

• (1250)

Corey Tochor: Outre l'importance de la licence d'exportation et des possibilités qui s'offrent ainsi à nous, nous sommes très préoccupés par ce qui se passe aux Laboratoires Nucléaires Canadiens depuis leur prise de contrôle par des entreprises entièrement américaines.

Cela devrait effrayer quiconque s'intéresse au nucléaire ou travaille dans ce domaine. Les libéraux ont sous-traité la gestion de Chalk River, qui a mis au point le CANDU et qui travaille sur d'autres réacteurs et technologies nucléaires. Notre capacité d'exportation peut être compromise lorsque des entreprises américaines participent à cet effort et qu'un permis d'exportation signé par la Maison-Blanche peut devenir nécessaire.

Nous l'avons vu lorsque la Corée du Sud n'a pas été en mesure d'exporter son réacteur, parce que l'une de ses composantes avait été conçue par des entreprises américaines. C'est ce qui nous préoccupe au plus haut point. Le premier ministre Carney a sous-traité ce travail à des entreprises appartenant entièrement à des intérêts américains au détriment, si je ne m'abuse, de votre entreprise, Atkins-Réalis, qui gérait les laboratoires canadiens auparavant. S'il en était demeuré ainsi, nous ne serions pas aussi inquiets que nous le sommes actuellement en voyant les libéraux continuer à laisser ce groupe entièrement américain...

Le président: Nous avons dépassé le temps imparti, mais je vais permettre à M. Smith de réagir brièvement, s'il le souhaite.

Todd Smith: Oui, tout ce que je dirais, c'est que nous sommes confiants. CANDU est la propriété intellectuelle canadienne d'EACL, et les Laboratoires Nucléaires Canadiens sont nos partenaires. Nous avons une très bonne relation avec EACL et les Laboratoires Nucléaires Canadiens pour exporter des réacteurs CANDU à l'échelle mondiale.

Le président: Je vous remercie de cette brève réponse.

Madame McKelvie, vous avez la parole pour les cinq prochaines minutes, ce qui conclura nos échanges avec notre second témoin d'aujourd'hui.

Jennifer McKelvie (Ajax, Lib.): En tant que députée de Durham, je sais que notre collectivité est très chanceuse de bénéficier à la fois de l'énergie qui provient du secteur nucléaire et des emplois qu'il nous apporte. Merci à AtkinsRéalis. J'ai visité vos installations, et j'ai tout de suite voulu savoir si je pouvais... et on m'a répondu que, bien sûr, je pouvais éteindre le faux réacteur.

Je vous remercie. C'est toujours amusant d'appuyer sur des boutons à un endroit où on n'est pas censé le faire.

Ma question porte sur le nucléaire de prochaine génération et sur le travail que fait AtkinsRéalis.

Je me demandais si vous pouviez nous parler de certaines des possibilités liées à l'exportation, notre sujet d'aujourd'hui. Bien sûr, on peut exporter la technologie, on peut exporter l'énergie, mais je pense qu'il y a des choses qu'on peut faire en marge de ces réacteurs, et notamment la production d'hydrogène et d'isotopes médicaux. Pourriez-vous nous parler de ces autres perspectives économiques?

Todd Smith: C'est rassurant de savoir que vous avez provoqué l'arrêt du réacteur sur le simulateur de CANDU et non à Darlington, dans votre circonscription. La situation aurait été tout autre.

La technologie du réacteur canadien à deutérium-uranium, ou CANDU, présente de nombreux avantages indirects. J'ai mentionné les isotopes médicaux qui, je tiens à le souligner, représentent actuellement un marché de 3 milliards de dollars, mais qui devrait atteindre 30 milliards de dollars à l'échelle mondiale d'ici les années 2030. Plus nous construisons de réacteurs CANDU, plus nous avons d'occasions de produire des éléments tels que le cobalt 60, le lutécium 177, le molybdène 99 et l'antimoine 125, qui sont utilisés dans le traitement de diverses formes de cancer et le développement de la théranostique.

L'un des sous-produits du réacteur CANDU est le tritium. Cet isotope est également en forte demande, car les choses continuent d'évoluer dans le monde de la fusion. La société Ontario Power Generation, ou OPG, dans votre circonscription, vient également d'annoncer un partenariat. J'oublie le nom exact de l'entreprise, mais je sais qu'elle est en train de créer un centre d'excellence en fusion à l'installation d'OPG de Darlington, et le tritium y jouera un rôle important. Il existe une composante des sous-produits du CANDU qui était autrefois considérée comme un déchet, mais qui a aujourd'hui une grande valeur.

Un réacteur CANDU offre de nombreuses possibilités, et je vous remercie de l'avoir souligné.

• (1255)

Jennifer McKelvie: Merci.

C'est Stellarix qui fera partie du centre en fusion. C'est intéressant, car le centre sera en mesure d'utiliser certains des produits issus du CANDU pour la réaction.

Au-delà des nouvelles occasions qu'offre cette technologie totalement différente, dans quelle mesure est-il important de se concentrer réellement sur une seule technologie et de la maîtriser parfaitement? Y a-t-il des économies d'échelle? Par exemple, nous avons tiré profit du fait d'avoir les mêmes réacteurs CANDU à Pickering, à Darlington et à Bruce. Est-il possible d'échanger l'expertise et les pièces, puis de bénéficier d'une chaîne d'approvisionnement plus stable? Quels sont les avantages de miser tout sur une seule technologie?

Todd Smith: C'est aussi notre technologie, qui assure notre souveraineté.

C'est tout à fait logique quand on voit les avantages d'avoir sa propre technologie nationale et de partager les leçons apprises. C'est ce que fait quotidiennement Bruce Power à OPG, mais aussi Conexus, l'ancien groupe des propriétaires de CANDU, qui partage les leçons tirées par l'ensemble du parc CANDU dans le monde. Il y a également la recherche et le développement menés aux Laboratoires Nucléaires Canadiens à Chalk River, ainsi que les travaux réalisés par Énergie atomique du Canada limitée.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, c'est l'écosystème CANDU que nous avons créé ici au Canada, et qui soutient 100 000 emplois. Je peux vous dire qu'avec l'arrière de travail que nous avons actuellement à CANDU, nous recrutons activement. Il y a les remises en état qui viennent d'être achevées à Darlington, ainsi que celles en cours à Bruce Power; les remises en état à venir du côté de Pickering B; les nouveaux réacteurs possibles à Bruce C; possiblement 10 gigawatts de nouveaux réacteurs à Wesleyville, à Port Hope; la possibilité d'un projet au Nouveau-Brunswick et d'un autre à Point Lepreau; les projets Cernavoda 3 et 4; la remise en état de Cernavoda 1; la remise en état des centrales de Qinshan en Chine; et la centrale de Wolseong, en Corée du Sud. Nous sommes passés de 1 000 employés il y a deux ans à 3 000 aujourd'hui. C'est une augmentation de 200 %.

La croissance n'est pas propre à CANDU. Elle se produit également dans la chaîne d'approvisionnement et chez nos autres partenaires de l'écosystème nucléaire.

À mon avis, il est tout à fait logique de choisir la technologie CANDU. C'est notre technologie au Canada.

Le président: Merci, madame McKelvie.

Chers collègues, je vous remercie.

Je tiens à dire un grand merci à M. Smith pour son témoignage d'aujourd'hui.

Chers collègues, je pense que vous conviendrez que la voix de l'expérience s'est vraiment fait entendre aujourd'hui. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais cela me donne peut-être un peu d'espoir qu'il y ait une vie au-delà de la politique.

Des voix: Ha, ha!

Le président: Merci encore, monsieur Smith. Comme M. Simard le dit toujours, nous sommes heureux de recevoir des mémoires et des renseignements supplémentaires, et nous avons vraiment aimé votre témoignage d'aujourd'hui. Merci beaucoup.

Nous avons eu une bonne réunion, chers collègues.

J'ai deux ou trois choses à dire avant de lever la séance.

Notre prochaine réunion aura lieu le jeudi 7 mai, où nous donnons des instructions pour la rédaction du projet de rapport en lien avec l'étude sur les exportations d'énergie. Les analystes ont créé un document pour faciliter la rédaction de ces instructions, et celui-ci vous sera distribué d'ici demain, je crois. Vous vous souvenez peut-être qu'à notre dernier rapport, ils nous avaient fourni un excellent cadre, et nous étions libres d'ajouter, de supprimer ou de modifier des éléments au besoin. Nous pouvons nous en réjouir.

En ce qui concerne la motion visant à inviter Gregory Ebel, président-directeur général d'Enbridge, à comparaître devant le Comité, le greffier a communiqué avec les représentants d'Enbridge et s'est fait dire que, même si M. Ebel n'est pas disponible avant l'ajournement d'été, les responsables seraient disposés à envoyer des cadres supérieurs de l'entreprise. Est-ce que cela convient au Comité?

Des députés: D'accord.

[Français]

Mario Simard: Non.

[Traduction]

Le président: C'est n'est pas acceptable.

[Français]

Mario Simard: Non. J'en ai parlé avec Mme Stubbs, la semaine dernière. Donc...

Le président: Excusez-moi. Je dois attendre d'avoir l'interprétation.

Mario Simard: Peut-être qu'avant d'avoir cette discussion, j'attendrais de revoir Mme Stubbs. J'en ai parlé avec elle la semaine dernière, et elle me disait que c'est peut-être acceptable. Je lui ai dit que, de la même façon, quand nous voulons recevoir un ministre, nous ne voulons pas recevoir le secrétaire parlementaire. Je ne dis pas ça pour insulter M. Guay ou M. Hogan. Nous voulons recevoir le ministre.

De la même façon, quand nous demandons de recevoir un dirigeant d'entreprise, je trouve de mauvais augure qu'il préfère être remplacé par quelqu'un, d'autant plus que, ce qui nous a poussés à lui lancer une invitation, ce sont des affirmations qu'il a lui-même faites.

Moi, je préférerais que nous puissions le recevoir comme témoin.

• (1300)

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Simard.

Allez-y, monsieur Guay.

[Français]

Claude Guay: Merci, monsieur le président.

J'ai aussi parlé à Mme Stubbs. Lorsqu'elle m'a communiqué ça, je lui ai dit que nous, de notre côté, étions d'accord pour que le PDG soit remplacé par ses cadres supérieurs.

Peut-être voudrez-vous parler à Mme Stubbs. C'est ce que M. Simard semble indiquer. Pour notre part, nous appuyons ça, si les autres partis sont d'accord.

Mario Simard: J'aimerais ajouter une chose, monsieur le président.

Je pense que nous créerions un précédent important. Quand un comité envoie une invitation et vote sur une motion, ce n'est pas pour que la personne invitée puisse se dédouaner et s'en tirer en proposant d'autres témoins. J'insisterais donc pour indiquer au PDG que nous lui avons envoyé une invitation amicale.

Le Comité est autonome. Il peut prendre ses propres décisions. Maintenant, si nous acceptons ça, n'importe quel chef d'entreprise pourra dire qu'il a un horaire chargé et qu'il ne peut pas venir nous rencontrer; il pourra se défilier de cette façon.

Beaucoup d'argent du gouvernement fédéral est investi dans des infrastructures gazières et pétrolières, et un des principaux acteurs ne semble pas croire que c'est au secteur privé d'investir là-dedans. Je veux l'entendre, car ce témoin est fort pertinent pour l'étude que nous sommes en train de faire. Je ne veux pas entendre des gens qui travaillent avec lui. C'est lui que je veux entendre.

Je pense que nous créerions un précédent embêtant pour la suite des choses.

Le président: Monsieur Malette, vous avez la parole.

[Traduction]

Gaétan Malette: J'ai le privilège de ne pas tout comprendre, mais le but ultime ici est d'avoir quelqu'un qui va nous donner des réponses. Parfois, la personne qui transmet le message à celle qui va nous donner les réponses est plus importante.

Le président: Chers collègues, je m'en remets à la volonté du Comité, bien sûr.

Je vois que M. Guay souhaite intervenir, puis ce sera M. Hogan.

Claude Guay: Monsieur le président, nous faisons une étude. Elle porte sur les exportations d'énergie. Si les messieurs proposés par Enbridge sont des dirigeants de l'entreprise, comme je le soupçonne, ils se rangent du côté de leur PDG. En ce qui me concerne, je trouverais intéressant d'entendre leur point de vue.

Corey Hogan: Mes commentaires vont dans le même sens.

Je pense qu'il est utile d'entendre les représentants d'Enbridge dans le cadre de l'étude sur les exportations. Peu importe qui la so-

ciété envoie, pourvu que la personne puisse fournir des réponses. Je tiens également à souligner que si nous ne sommes pas satisfaits par la suite, le Comité a toujours d'autres recours.

Monsieur le président, il ne semble pas nécessairement qu'un consensus se dégage, comme vous le souhaitiez. Nous devrions peut-être en discuter jeudi.

Le président: Chers collègues, pouvons-nous procéder ainsi? Nous aurons l'occasion d'en discuter avec la vice-présidente et de voir ce que nous pouvons faire.

Je tiens à vous dire, chers collègues, que j'ai envoyé en votre nom une lettre au ton ferme. Merci, monsieur le greffier, de m'avoir aidé à la rédiger.

Pourquoi ne pas en reparler jeudi?

Je vous remercie.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>